

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 10 Avril 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°101 ■

53 586 INTERVENTIONS, 8659 INFRACTIONS EN 10 JOURS

Le ministère du Commerce dresse son bilan

Pas moins de 53 586 interventions ont été effectuées, durant les 10 premiers jours de Ramadhan, par les 9 000 agents mobilisés par le ministère du Commerce, à travers le territoire national. Ces opérations ont permis de relever 8659 infractions ainsi que l'établissement de 7995 procès-verbaux de poursuites judiciaires et la proposition de fermeture de 303 locaux commerciaux.

P 3



Maroc

**Manifestations
dans plusieurs
villes contre la vie
chère**

P 8

Sonatrach

**Signature du contrat de
fusion-absorption de
SAFIR Spa par SARPI
Spa Alger**

Le groupe Sonatrach a annoncé, ce dimanche, la signature du contrat de fusion-absorption de la Société SAFIR Spa par la Société SARPI Spa. Une opération qui s'inscrit dans le cadre de la reconfiguration du portefeuille national de SONATRACH, précise le groupe national pétro-gazier dans un communiqué posté sur son compte officiel Facebook.

P 2

À l'approche de l'Aïd El-fitr

**Les prix des
vêtements en hausse**

Ramadhan n'est pas encore fini, que déjà les ménages algériens, se ruent sur les magasins de vêtements pour que leurs enfants fêtent dignement l'Aïd El Fitr. Face à une hausse exagérée des prix des vêtements, les algériens ont cette année préféré les vêtements vendus au kilo.

P 5

Le monde du savoir au service du
progrès économique

**Pour un
développement
intelligent et durable**

De tout temps en Algérie, la carence ou bien la quasi-inexistence de la connexion entre le monde économique et la communauté scientifique a été décriée par tout le monde et pour diverses raisons. Par conséquent, il est important de penser à formaliser cette coopération sur le terrain et loin des discours stériles et démagogiques.

P 4

Du 10 au 29 avril à la Safex
**Une exposition de vente
des Produits Textiles**

P 2

Vianes
**«Les prix devront baisser»,
selon l'Onab**

P 3

Sur fond d'impasse des négociations
avec le FMI

**La Tunisie voudrait rejoindre
les BRICS**

P 4

SONATRACH

Signature du contrat de fusion-absorption de SAFIR Spa par SARPI Spa Alger

Le groupe Sonatrach a annoncé, ce dimanche, la signature du contrat de fusion-absorption de la Société SAFIR Spa par la Société SARPI Spa. Une opération qui s'inscrit dans le cadre de la reconfiguration du portefeuille national de SONATRACH, précise le groupe national pétro-gazier dans un communiqué posté sur son compte officiel Facebook.

Par Sirine R.

« **I**l a été procédé, en date du 06 Avril 2023, au siège du Holding SONATRACH Services Parapétroliers (SSPP), à la Signature du Contrat de fusion-absorption de la Société SAFIR Spa par la Société SARPI Spa, en présence du Directeur Corporate Affairs, des Présidents Directeurs Généraux des Holdings

et des filiales et des Cadres Dirigeants des Sociétés Concernées», lit-on dans le même communiqué.

Cette opération de fusion vise essentiellement, indique la Sonatrach dans un communiqué, à la mise en synergie des ressources humaines, financières, matérielles et managériales, par le regroupement des activités des deux sociétés (absorbante et absorbée) ; • L'allocation et l'utilisation rationnelle et optimale des potentiels existants ; la disposition d'une entreprise d'Engineering, Procurement et Construction (EPC), en regroupant les

savoir-faire de SAFIR Spa et SARPI Spa, notamment dans le domaine de l'Engineering ; l'assurance d'une meilleure prise en charge de la réalisation en EPC des projets du Groupe et à la saisie de nouvelles opportunités d'affaires, en conséquence de la synergie résultant de cette opération de fusion.

Lors de cette cérémonie, il a été précisé que cette opération de Fusion par Absorption n'aura aucun impact sur les acquis professionnels des employés de la Société Absorbée SAFIR Spa, conclut la même source. tation ».

DU 10 AU 29 AVRIL À LA SAFEX Une exposition de vente des Produits Textiles

La Chambre algérienne de commerce et d'industrie (CACI), informe que l'Agence nationale pour la promotion du commerce extérieur (ALGEX) et la Société Algérienne des Foires et Expositions (SAFEX), organiseront du 10 au 19 avril au Palais des Expositions, le Salon national des produits textiles, des vêtements et des chaussures (une exposition de vente), en coordination avec le groupe national du cuir et de la chaussure, l'organisation algérienne pour le commerce et l'investissement social et la fédération nationale du textile et du cuir.

KHEIMET MARAH'BA DE MOBILIS Pour un Iftar Collectif

La Zakat El-Fitr a été fixée cette année à 120 DA par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs qui appelle les imams à procéder à sa collecte à compter du 15e jour de Ramadhan, a indiqué hier un communiqué du ministère. Le montant à 120 DA, soit un "Saâ" est équivalent à une mesure de 2 kg de la subsistance des Algériens. Le ministère a chargé les imams des mosquées de procéder, en collaboration avec les comités du fonds de la Zakat des mosquées à travers l'ensemble du territoire national, à la collecte de Zakat El-Fitr à compter du 15e jour du mois de Ramadhan en vue de sa redistribution aux nécessiteux, un ou deux jours avant Aid El-Fitr. "Zakat El-Fitr est obligatoire pour tout musulman, aussi bien nanti que pauvre, disposant d'un surplus de subsistance journalière qu'il doit sortir pour lui-même et pour les personnes à sa charge", a rappelé le ministère.

AÉROPORT FERHAT-ABBAS Premier vol aller-retour Jijel- Marseille

La Zakat El-Fitr a été fixée cette année à 120 DA par le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs qui appelle les imams à procéder à sa collecte à compter du 15e jour de Ramadhan, a indiqué hier un communiqué du ministère. Le montant à 120 DA, soit un "Saâ" est équivalent à une mesure de 2 kg de la subsistance des Algériens. Le ministère a chargé les imams des mosquées de procéder, en collaboration avec les comités du fonds de la Zakat des mosquées à travers l'ensemble du territoire national, à la collecte de Zakat El-Fitr

DU 7 AU 11 MAI PROCHAIN

Salon international du bâtiment (Batimatec)

Le salon international du bâtiment des matériaux de construction et des travaux publics «BATIMATEC» est devenu au fil des éditions annuelles et successives, le plus important rassemblement professionnel du secteur

des BTP à l'échelle continentale. Toutes les branches du Bâtiment, des matériaux de construction et des travaux publics y sont représentées. Le salon a atteint un niveau de maturité après plus de deux décennies d'existence et a permis

d'enregistrer lors de l'édition 2022, la participation de 750 exposants dont 500 sociétés nationales et 250 sociétés étrangères originaires de 15 pays sur une superficie avoisinant les 22.000 m2. En tant que représentant of-

ficiel de l'économie allemande en Algérie, l'AHK Algérie a le plaisir de vous annoncer sa participation par un stand au pavillon A du palais d'exposition SAFEX Alger.

CNEP-BANQUE/FINANCE ISLAMIQUE

Signature de deux conventions avec deux compagnies d'assurance

La CNEP-Banque a procédé à la signature de deux conventions de partenariat avec les compagnies d'assurance "El Djazair El Moutahida Family Takaful" et "El Djazair Takaful", pour une meilleure gestion des risques inhérents aux spécificités de la finance islamique.

La convention conclue avec la compagnie "El Djazair El Moutahida Family Takaful" porte sur "la couverture contre les risques de décès et d'invalidité absolue et définitive au titre des financements islamiques accordés aux clients de la Banque".

Alors que la deuxième convention signée avec "El Djazair Takaful" porte sur "la couverture de l'ensemble des risques susceptibles d'affecter le patrimoine mobilier et immobilier financé par la CNEP-Banque



dans le cadre de formules de financement islamique destinées aux particuliers et aux entreprises". La signature des deux conven-

tions s'inscrit dans une démarche qui vise le développement de l'activité financière islamique et permet une meilleure gestion des risques inhé-

rents aux spécificités de ses produits. Aussi, elle permet de conforter notre clientèle désireuse de financement conforme à la Chariaa.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
**Belmihoub
Abdelaziz**

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Said, Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 - 73.30.43
Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

53 586 INTERVENTIONS, 8659 INFRACTIONS EN 10 JOURS

Le ministère du Commerce dresse son bilan

Pas moins de 53 586 interventions ont été effectuées, durant les 10 premiers jours de Ramadhan, par les 9 000 agents mobilisés par le ministère du Commerce, à travers le territoire national. Ces opérations ont permis de relever 8659 infractions ainsi que l'établissement de 7995 procès-verbaux de poursuites judiciaires et la proposition de fermeture de 303 locaux commerciaux.

Par Sirine R

C'est ce que le directeur de la régulation des marchés au ministère du Commerce, Ahmed Mokrani, a dévoilé hier à Alger. En effet, grâce à la vigilance des services de contrôle, des marchandises non-conformes évaluées à quelque 395 tonnes ont été saisies, d'une valeur estimée à 51 millions de DA. Le même responsable qui s'exprimait sur les ondes de la radio « Chaîne 1 » a relevé également que ces investigations ont permis la mise au jour d'un chiffre d'affaires dissimulé d'un montant de 499,6 millions de DA lié au défaut de facturation. Au cours de ces opérations de contrôle, il a été procédé à la levée de 408 échantillons pour le contrôle de qualité, dont les résultats seront connus incessamment.

Dans le détail, sur les 53 586 interventions, 23 269 concernent des opérations de contrôle de la qualité et 30 317 autres entrent dans le cadre des pratiques commerciales. Plusieurs cas liés à l'hygiène et non-respect des conditions d'entreposage et de conservations sont constatés par nos contrôleurs, déplore Ahmed Mokrani. Il y a également le non-affichage des prix par les commerçants. Une pratique représentant 49% du total des infractions, suivie par le phénomène de la pratique de l'activité commerciale sans autorisation et sans registre du commerce. « Nous avons enregistré

184 infractions en 10 jours, soit un taux de 36,8% », précise-t-il. Questionné sur les opérations de contrôle et de lutte contre la spéculation illicite, l'intervenant a fait savoir que les services du contrôle ont effectué 32 130 interventions, à fin mars dernier, soldées par la constatation de 48 infractions, dont des procès-verbaux de poursuites judiciaires ont été établis pour les personnes concernées.

« Durant les 10 premiers jours de Ramadhan, des quantités importantes de plusieurs produits ont été saisies. Il s'agit de 95 482 litres de l'huile de table, 7888 litres de lait en sachet, 243 tonnes de pomme et 252 tonnes autres de semoule, farine, oignons et pomme de terre », détaille-t-il.

Mokrani a révélé qu'une quantité importante de l'ignon estimée à 29 tonnes a été découverte à Bordj Menaïel (Boumerdes), lors des dernières opérations de contrôle. Il y a également la saisie de 2900 litres de lait en sachet détournés à d'autres fins à Blida et enfin la saisie de 41 tonnes de viandes blanches stockées Khemis El Khechna (Boumerdes) d'une manière illégale.

S'agissant de la flambée des prix de l'ignon rouge, le directeur de la régulation des marchés au ministère du Commerce, Ahmed Mokrani a annoncé que des quantités importantes de ce produit indispensable par la cuisine algérienne, estimées à 3000 tonnes seront destockées progressivement à partir de cette semaine. Cette opération de destockage et avec l'entrée sur le marché de l'ignon vert, les prix vont certainement baisser, dira-t-il. Durant ce début

de Ramadhan, et à la surprise générale, l'ignon rouge a dépassé la barre des 300 DA, contre 60 dinars l'an dernier durant la période du Ramadan, rappelle-t-on. Une augmentation qui s'explique par la sécheresse qui a réduit le rendement des cultures. Mais également par l'inefficacité du système de régulation des produits agricoles de large consommation (Syrpalac). Ce dernier est devenu obsolète et inefficace face aux fluctuations des prix des produits agricoles qui perdurent depuis plusieurs mois.

Ahmed Mokrani a estimé nécessaire de le revoir, en affirmant que des propositions ont été faites par son département ministériel afin d'en finir définitivement avec les problèmes de perturbation d'approvisionnement du marché en certains produits agricoles, en particulier durant le mois de Ramadhan. Il a ainsi appelé à la création de nouvelles infrastructures commerciales (marchés) notamment au niveau local. Pour l'intervenant, 865 marchés sont très peu pour un pays comme le notre.

Sur un autre registre, l'intervenant a annoncé qu'une nouvelle feuille de route est en cours d'élaboration. Des décrets sont au niveau du secrétariat du gouvernement pour approbation, concernant notamment l'organisation de la grande distribution et l'encadrement de l'activité des mandataires pour les fruits et légumes. « Actuellement, il faut reconnaître que nous ne possédons pas d'un réseau de distribution. Donc, notre travail sera concentré sur cet aspect, en mettant en place un réseau numérisé pour chaque produit », conclut-il.

FINANCES

Un appui à la certification CIA des inspecteurs de l'IGF

L'Algérie, à travers le ministère des Finances, a reçu un financement du Groupe de la Banque Africaine de Développement – Fonds d'Assistance Technique en faveur des pays à revenu intermédiaire (FAT-PRI).

Un financement devant couvrir le coût du projet de renforcement de la gouvernance des entreprises publiques et des participations de l'Etat en Algérie, souligne un avis à manifestation d'intérêt mis en ligne sur le site du ministère des Finances.

Le même document ajoute qu'une partie des sommes accordées au titre de ce don pourrait être utilisée pour financer le contrat intitulé « Renforcement des capacités des cadres de l'Inspection générale des finances (IGF) afin de favoriser la convergence vers les pratiques internationales et faciliter la modernisation du processus de vérification ». La même source précise que les services prévus au titre de ce contrat comprennent « l'appui à la certification CIA des inspecteurs de l'IGF » par la prise en charge « des droits d'inscription et participation à l'examen de certification CIA », y compris « la formation préparatoire selon la nouvelle version de l'IIA d'un noyau de quatre inspecteurs ».

A ce titre, l'Inspection générale des Finances invite les établissements spécialisés à présenter leur candidature. En outre, les consultants intéressés doivent produire les informations sur leurs capacités et expériences attestant de leur qualification pour une prise en charge adéquate des prestations suscitées (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilités).

Agence

VIANDES

«Les prix devront baisser», selon l'Onab

La récente baisse des coûts des aliments pour bétails commercialisés au niveau des unités de l'Office national des aliments du bétail (Onab), devrait contribuer à la réduction des prix des viandes sur le marché national à moyen terme, a affirmé le PDG d'Onab Nutrition, Abdellah El Hadj Abdellah.

"La baisse des prix des aliments pour bétails qui a concerné toutes les filières (avicole, ovine et bovine) aura inéluctablement un impact sur le prix des viandes du fait que l'aliment représente en moyenne 70 % des charges de production animale", a assuré M. El Hadj Abdellah dans une déclaration à l'APS, estimant que cette baisse des coûts devrait profiter, "à moyen terme", au consommateur final en lui permettant d'acheter les viandes à des prix "abordables". "Si l'élément de base de la production diminue, logiquement les prix des viandes devaient baisser", a-t-il argué.

Soulignant l'importance de ces

produits "stratégiques", le même responsable a affirmé que la priorité majeure des pouvoirs publics était d'assurer la disponibilité "permanente" de ces matières premières afin de couvrir régulièrement les besoins du marché national en aliment de bétail estimé à 6 millions de tonnes.

M. El hadj Abdellah a rappelé, dans ce sillage, la forte volatilité des cours des matières premières agricoles sur le marché mondial après la crise sanitaire du coronavirus.

"Les prix sont passés du simple au double à partir de 2021, notamment le prix du soja qui a grimpé à 670 dollars la tonne alors qu'il n'excédait pas les 345 dollars/tonne avant la crise sanitaire", a-t-il fait constater. Quant aux perturbations observées parfois dans l'approvisionnement en ces produits, il les a attribuées aux "importations irrégulières qui ne tiennent pas compte des besoins réels du marché, d'où l'intérêt de renforcer le rôle de l'Onab, en tant que

régulateur de l'Etat".

A ce propos, il a tenu à préciser que "l'Onab, en tant que groupe public, ne cherche pas à avoir le monopole sur les importations du maïs et du soja mais œuvre plutôt à la régulation et au réajustement du marché national en ces produits stratégiques car il y va de la sécurité alimentaire du pays".

"Outre sa mission d'importer de la matière première en couvrant 50 % des besoins du marché local, l'Onab dispose de 21 usines de production de l'aliment de bétail réparties à travers le territoire national", a-t-il fait savoir.

A côté de l'Onab, il existe près de 22 opérateurs privés qui importent les aliments du bétail, certains d'entre eux disposent d'unités de transformation et contribuent également à l'approvisionnement du marché. Sur ce point, le premier responsable d'Onab Nutrition a salué la politique agricole adoptée par le secteur pour le développement de la culture fourragère

ainsi que la culture du maïs et du soja, ce qui permettrait de réduire la facture d'importation en ces produits stratégiques. Pour rappel, l'Onab avait annoncé la semaine dernière la réduction des prix des aliments de bétails au niveau des 23 unités relevant de ses groupes régionaux à travers le territoire national (Est, Ouest et Centre).

Les prix des aliments de volaille destinée à la consommation sont établis à partir de 7860 DA/quintal, les prix des aliments de volaille en phase de croissance à partir de 6860 DA/quintal et ceux des aliments en fin de croissance à partir de 6390/quintal. Le prix des aliments de poules pondeuses est fixé à 5340 DA/quintal. Le prix des aliments d'engraissement des veaux est à partir de 5250 DA/quintal alors que les prix des vaches laitières sont établis à partir de 4710 DA/quintal, et le prix d'engraissement des agneaux est fixé à partir de 3280 DA/quintal.

R.E.

LE MONDE DU SAVOIR AU SERVICE DU PROGRÈS ÉCONOMIQUE

Pour un développement intelligent et durable

De tout temps en Algérie, la carence ou bien la quasi-inexistence de la connexion entre le monde économique et la communauté scientifique a été décriée par tout le monde et pour diverses raisons.

PAR Abderrahmane Hadeff (*)

Par conséquent, il est important de penser à formaliser cette coopération sur le terrain et loin des discours stériles et démagogiques. Il est plus que prioritaire de créer cette mixture entre les deux communautés à travers un pacte mutuellement bénéfique et performant. De ce fait, et comme première étape opérationnelle, il est fortement recommandé d'intégrer des représentants du monde économique (le secteur privé en particulier) tel que les chambres de commerce et les organisations patronales dans les conseils d'administration des universités et des centres de recherches. Ce qui va sans nul doute permettre un rapprochement des visions et l'instauration d'un dialogue permanent et objectif. La professionnalisation des enseignements devient une réalité et ne restera pas comme de simples vœux. L'université formera selon les besoins des partenaires économiques implantés dans sa région. Le choix des spécialités et des cursus se feront en adéquation de la demande et des évolutions constatées dans le monde économique. A ce titre, il faut bien voir l'évolution dans la gestion des grandes universités à travers le monde et particulièrement aux USA. Une évolution qui eut des conséquences fulgurante et rapide en terme de croissance économique infrarégionale, on peut citer à titre d'exemple le phénomène de la Silicon Valley

dans le comté de Santa Clara en Californie grâce à la contribution de l'université de Stanford ou bien à Bouston et dans les régions avoisinantes avec le grand rôle joué par le Massachussets Institute of Technology (le Fameux MIT). Aussi on peut évoquer le rôle qu'a eu à jouer en Grand Bretagne pour l'émergence et la réussite de certaines régions grâce à l'apport des universités comme Cambridge et Oxford. En Algérie les régions sont dans l'obligation de tirer profit et valoriser l'atout du monde scientifique. Les Conseils locaux pour l'économie (CLEs) doivent élaborer un plan d'actions pragmatique pour concrétiser sur le terrain cette passerelle entre les entreprises et les universités selon les spécificités locales.

En complément du monde universitaire, la formation professionnelle doit aussi être mise à contribution par le biais d'un vrai partenariat afin de valoriser les actifs existant et permettre à une grande partie de la population d'accéder à des formations facilitant ainsi leur intégration comme force de travail dans les différents domaines. Personne ne peut nier aujourd'hui les innombrables réalisations de structures et d'écoles de formation professionnelles à travers toutes les régions du pays. Ces établissements peuvent devenir des vrais vecteurs de croissance régionale.

De l'autre côté, il faut prévoir l'implantation des unités de recherche et d'innovation à l'intérieur même des Parc industriels afin de valoriser leurs travaux, comme par exemple en Allemagne ou on retrouve des Centre R&D

au niveau des Zones Industrielles. Aujourd'hui, l'évolution, des technologies et des métiers et par souci de compétitivité, oblige les entreprises à avoir une organisation ultra flexible et orientée vers la créativité et l'innovation. Il serait difficile surtout pour le tissu des PME/TPE de disposer de structure dédiées à la R&D et à l'innovation. Des solutions palliative basée sur un principe collaboratif peut être mis en place. A ce titre, il serait fort intéressant de prévoir l'implantation des unités de recherche appliquées et d'innovation à l'intérieur des Parcs industriels. Ça permettra à la fois de valoriser les projets de recherche sur lesquelles travaillent les nombreux centres et créer de la proximité entre les deux parties pour une meilleure collaboration et plus de performance. L'implantation d'agences telle que l'ANVDERT (pour la valorisation des projets de recherche) et l'APRU (pour toutes les questions relatives à la transition énergétique) dans les parcs industriels est plus que souhaitable. De même que pour des centres Comme le CDER spécialisé dans les énergies renouvelable et le CDTA pour les nouvelles technologies telles que les impressions 3D et ou bien son incubateur des start-ups et bien d'autres organismes qui activent dans le domaine de la recherche et de l'innovation.

* CEO & Founder, à Intelligence Vector Consulting

SANTÉ

Offrir aux malades les meilleurs services possibles

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi, a appelé, lors de sa visite à l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) Dr Maouche-Mohand-Amokrane (Alger), à poursuivre les efforts pour offrir aux malades les meilleurs services possibles, indique dimanche un communiqué du ministère.

Lors d'une visite, samedi, à l'Etablissement hospitalier spécialisé en chirurgie cardiovasculaire Dr Maouche-Mohand-Amokrane, le ministre a salué les efforts consentis par les personnels de santé pour promouvoir le secteur, appelant à poursuivre ces efforts pour offrir aux malades les meilleurs services possibles, selon la même source.

Lors de sa visite, le ministre a rompu le jeûne aux côtés des équipes de garde. Il a ainsi pu vérifier la conformité des repas proposés aux équipes de garde et aux malades avec les normes sanitaires fixées par le ministère de la Santé.

L'inspecteur général du ministère, Abderrahim Yala, le directeur général des structures sanitaires, Pr. Lyes Rahal, et des cadres de l'administration centrale ont participé à l'iftar, a précisé le communiqué.

TRANSPORT AÉRIEN

Le trafic passager africain a atteint 97% des niveaux d'avant-pandémie

Même si elle est plus lente que dans certaines régions du monde, la reprise du trafic aérien en Afrique se réalise avec de meilleures perspectives pour cette industrie.

L'IATA (Association du transport aérien international) dans son rapport mensuel sur la progression du trafic a indiqué que les flux de passagers en Afrique sont devenus plus importants depuis l'éruption de la Covid-19 et se situe à moins de 7% des niveaux de 2019 au titre des données de février 2023, alors que le trafic mondial s'est redressé de 85%.

Ce niveau d'activité présage un début d'équilibre à partir de 2024 pour les compagnies africaines, qui durant la période 2020 à 2022

ont accumulé 3,5 milliards USD de pertes. Mais un retour de rentabilité est par contre attendu déjà dès cette année chez plusieurs compagnies des autres régions du monde, avec quelques petits bénéfices nets prévus chez certains transporteurs. La période est aussi marquée par un redressement du flux de passagers internationaux qui a augmenté de 90,7% en février dernier par rapport à il y a un an, représentant désormais 80% des activités des transporteurs africains, contre 20 % pour le trafic domestique.

Le rythme de reprise n'est néanmoins pas identique suivant une analyse selon les régions du continent. Plusieurs compagnies de l'Afrique centrale, occidentale, de

l'Est et du Nord ont vu leurs volumes excéder les niveaux d'avant-pandémie, exceptés les transporteurs de la partie australe du continent. Le redressement complet devrait intervenir en 2024 et sera porté par l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est.

Le fret aérien dont les volumes sont au-dessus des niveaux de 2019 depuis le début de 2021, s'est quant à lui bien comporté, affichant désormais 31% de hausse en février 2023 par rapport à la même période en 2019.

En dépit de la proportion infime du marché africain dans le trafic mondial (environ 2,1%), de belles perspectives s'annoncent pour cette industrie qui devrait voir la demande du continent augmenter

du double du niveau actuel, avec des variables favorables comme la densité de la population, qui représente actuellement 18% de l'effectif mondial.

Des défis importants subsistent néanmoins et pourraient continuer d'hypothéquer la croissance de cette industrie comme les infrastructures insuffisantes, le manque de connectivité, les tarifs élevés des billets influencés par les taxes et redevances exorbitantes, les défauts de sécurité de certains services, notamment de la navigation aérienne, les problèmes de rapatriement de devises des compagnies, etc.

SUR FOND D'IMPASSE DES NÉGOCIATIONS AVEC LE FMI

La Tunisie voudrait rejoindre les BRICS

Tunis envisage l'adhésion au groupe des BRICS sur fond d'impasse des négociations avec le FMI pour obtenir des financements, a indiqué auprès de Sputnik le porte-parole du Mouvement national du 25-Juillet Mahmoud Ben Mabrouk.

Après ses tentatives d'obtenir des financements de la part du Fonds monétaire international (FMI) ont échoué, la Tunisie regarde vers d'autres horizons. Le pays pense à se tourner vers les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), selon le porte-parole du Mouvement national du 25-Juillet Mahmoud Ben Mabrouk, interrogé par Sputnik. Il a déclaré avoir des informations indiquant que Tunis envisage très sérieusement l'adhésion à ce groupe.

Cette piste est envisagée parallèlement à d'autres opportunités, mais "cela n'est pas exclu", a-t-il nuancé en se référant à des sources bien

informées au sein du gouvernement tunisien. L'Union européenne elle aussi a fait la sourde oreille aux demandes de Tunis, a insisté

M.Ben Mabrouk dans un entretien accordé le 8 avril à Mosaïque FMI. D'après lui, "la Tunisie a donné à l'Union européenne plusieurs chances pour l'aider financièrement, mais que les aides ont tardé, ce qui a obligé la Tunisie à se tourner vers les BRICS".

Un diktat inacceptable

Le Président tunisien Kaïs Saïed avait précédemment déclaré que le diktat du FMI, avec lequel Tunis négociait l'octroi d'un crédit, était inacceptable et conduisait à une plus forte paupérisation des Tunisiens. Il avait souligné que la réduction des compensations demandée par les institutions financières internationales avait engendré au milieu

des années 1980 des protestations accompagnées de centaines de morts.

Un crédit du FMI mis à l'arrêt

En décembre 2022, le FMI a suspendu l'examen de l'octroi à la Tunisie d'un crédit de 1,9 milliard de dollars. Une des conditions du FMI est la réduction des subventions pour les denrées alimentaires et l'énergie, ainsi qu'une réforme des entreprises publiques.

La Tunisie traverse une grave crise politique et économique. Le FMI avait déclaré dès avril 2020 que son économie pourrait s'enliser dans sa plus forte récession depuis l'indépendance en 1956. Une grave préjudice a été causé par la pandémie qui a sinistré le secteur touristique tunisien.

Source : Sputnik

À L'APPROCHE DE L'AÏD EL-FITR Les prix des vêtements en hausse

Ramadhan n'est pas encore fini, que déjà les ménages algériens, se ruent sur les magasins de vêtements pour que leurs enfants fêtent dignement l'Aïd El Fitr. Face à une hausse exagérée des prix des vêtements, les algériens ont cette année préféré les vêtements vendus au kilo.

Par Salim Chalabi

À quelques jours de l'aïd el fitr, la fièvre acheteuse gagne les familles en quête de vêtements à des prix accessibles. Les prix affichés dans les magasins de vêtements sont excessifs. Les marchés sont inondés de tous les produits de marques étrangères, mais les prix sont loin d'être à la portée des petites bourses. A titre d'exemple à Alger centre, dans les magasins, une robe pour fillette est affichée à 7.500 DA, une paire de sandales à 4.000 DA, une paire de chaussures de bonne qualité pour enfants de moins de 2 ans est à 5.000 DA. S'agissant de la tranche d'âge entre 5 et 14 ans, la moyenne générale des prix est entre 6.000 et 9.000 DA par enfant. Au delà de ce que le consommateur appelle une hausse inconsidérée, les vendeurs quant à eux soulignent que les prix n'ont aucunement augmentés, vu que les stocks préposés sont issus de ceux de l'an passé.

Alors pour essayer de joindre les deux bouts et satisfaire leurs progénitures; les ménages se sont orientés vers la vente de vêtements au kilo et se disent séduits. Remplaçant le commerce classique par unité, la formule de poids attire les parents. Ces derniers ont trouvé refuge dans ce mode de vente en raison des offres attractives qu'il propose. Des jupes, des pantalons, des vestes, des pulls... Toutes sortes d'articles sont exposées sur des présentoirs et vendus à des prix raisonnables.

Une pratique où chacun y trouve son compte et qui fait de plus en plus parler, surtout sur les réseaux sociaux. Ainsi, des stocks de vêtements venus de l'étranger sont « liquidés » à des prix cassés, et le consommateur algérien en redemande.

Au-delà des inquiétudes de certains, cette pratique ravit les Algériens, qui peuvent s'offrir ainsi quantité de nouvelles pièces pour une fraction du coût total. Dans le lot, ce sont surtout les parents qui y trouvent leur compte, car ces boutiques proposent un large choix de vêtements pour enfants de tout âge.

Si la plupart des enseignes proposent des vêtements de qualité normale, certains se permettent même des pièces de marques européennes.

Si cette pratique à la ferveur de beaucoup, certains parents soulignent que même le produit local n'échappe pas à cette flambée. Beaucoup de commerçants ont soulevé le problème de la disponibilité de certains vêtements, indiquant qu'il y a peu de marchandises sur le marché. Les mesures de restrictions sur les importations en est à l'origine.

Pour échapper à la flambée des prix qui caractérisent cette période de l'année, certains parents prévoyants ont pris leurs devants en faisant leurs achats quelques semaines avant le début du mois de jeûne.

Si la vente au kilo a ses adeptes, les bourses modestes vont vers le marché informel, car celui-ci offre des prix inférieurs à ceux affichés dans les magasins de prêt-à-porter. On peut trouver des chemisiers à 1500 DA, jupes à 1300 DA, et pantalons à moins de 2000 DA, des tarifs qui attirent les petites bourses.

PRIX JIL-SIYAH

Campagne de sensibilisation au profit des jeunes de Timimoun

Une campagne de sensibilisation a été lancée au profit des jeunes versés dans le domaine du tourisme dans la wilaya de Timimoun sur le concours "Jil-Siyaha", initié par le ministère du Tourisme et de l'artisanat, en partenariat avec l'Union européenne, a-t-on appris dimanche des responsables de la Direction du Tourisme et de l'artisanat (DTA). Le concours s'assigne comme objec-

tifs l'appui du tourisme et de l'artisanat dans la wilaya de Timimoun, la consolidation des activités touristiques, la promotion du tourisme saharien et la relance des activités économiques dans la région, à inclure la responsable du secteur, Yamina Temmam.

Quatre wilayas pilotes ont été retenues pour le prix "Jil-Siyaha" à savoir Timimoun, Djanet, Sétif et Tlemcen, a rappelé Mme Temmam

soulignant que le concours cible les jeunes entrepreneurs âgés entre 18 et 35 ans, et ambitionne de réaliser le meilleur projet de préservation de l'environnement et d'appuyer l'inclusion et l'employabilité des jeunes dans le secteur du Tourisme. Les projets innovants au titre du prix "Jil-Siyaha" sont scindés en trois catégories, en l'occurrence "Jil-Icolojya" primant les projets et activités du tourisme à impact

écologique, "Jil-Riyam" liée aux projets valorisant les compétences des jeunes femmes entrepreneurs et artisanes créatrices d'activités génératrices de revenus, et ayant un impact social dans leurs régions, alors que la troisième catégorie est baptisée "Jil-Tourathi" et porte sur la promotion des activités valorisant le patrimoine culturel matériel et immatériel, selon le ministre.

R. E.

RESTAURANT ERRAHMA DE LA CITÉ ZEBOUJ DE CHLEF

Les réseaux sociaux à la rescousse

Un groupe de jeunes bénévoles de Chlef s'est assigné, durant ce mois de ramadhan, la mission de coordonner les opérations de solidarité à travers les réseaux sociaux, aux fins d'assurer les repas de l'iftar (rupture du jeûne) aux nécessiteux et aux personnes de passage dans la wilaya, a-t-on constaté. Il s'agit d'un groupe d'amis, dont Maamar Maghraoui, qui se sont lancés le défi de collecter les denrées nécessaires pour la préparation d'au moins 200 repas d'iftar/Jour, à servir aux nécessiteux et aux personnes de passage à la cité "Zeboudj" de la ville de Chlef. Ils exploitent, pour ce faire, leurs pages personnelles sur les réseaux sociaux, afin de promouvoir cet acte de solidarité et lancer des appels à dons et à contribution.

"Ces supports d'information (réseaux sociaux) font désormais office de plate-forme numérique dédiée à la promotion de la solidarité, tout en offrant la possibilité aux utilisateurs intéressés virtuellement de contribuer réellement à cette action et renforcer l'acte de bénévolat et de solidarité en général", a estimé M. Maamar.

Considérant que la société Chlefie, en particulier, et que les algériens en général, "ont le cœur sur la main" en toutes circonstances, des citoyens affluent quotidiennement vers la cité "Zeboudj", chargés d'aides alimentaires en tous genres, après avoir pris connaissance d'un Post ou d'un Tweet de l'un des bénévoles exprimant le besoin de ce restaurant de la Rahma pour des denrées alimentaires.

Le cuisinier Fethi a raconté à ce sujet l'histoire d'une femme abandonnée à sa page, qui l'a contacté pour faire don de "Mermez" (orge concassé) nécessaire pour la préparation de l'incontournable "Hrira" de l'iftar.

"Cette dame a fait le déplacement de la région très lointaine de +Lardh Lbeida+ pour faire don de deux kilogrammes de ce produit et marquer ainsi sa contribution à la solidarité -Ramadhan", a-t-il dit, admiratif.

Une confiance établie entre les bienfaiteurs et les bénévoles. Un autre bénévole, Alaâ, a estimé, quant à lui, que le "partage" sur les réseaux sociaux du quotidien du restaurant de la Rahma de la cité Zeboudj, à commencer par la collecte des produits alimen-

taires, entre légumes fruits et autres, puis la préparation des repas jusqu'à l'heure de l'iftar, a contribué à "l'établissement de la confiance entre les bienfaiteurs et les bénévoles et à faire la promotion de ce restaurant, qui attire des jeûneurs de toute la wilaya et de régions mitoyennes", s'est-il félicité.

A noter que ces jeunes bénévoles se font un devoir de diffuser quotidiennement des lives (transmission directe par vidéo) du restaurant sur leurs pages, à quelques minutes de l'adhane (appel à la prière) pour rompre le jeûne, afin de partager avec leurs abonnés le fruit de leurs efforts de solidarité, dans une ambiance familiale et joyeuse, tout au long du mois sacré.

Des citoyens et des bienfaiteurs ont loué cette initiative de solidarité, "adaptée au développement technologique et à l'évolution numérique en cours, qui offre l'opportunité à tout un chacun de participer à des actions caritatives en restant devant son écran et selon ses moyens", ont-ils indiqué.

"La préparation de la table de l'iftar à la cité Zeboudj est marquée quotidiennement par une large participation des citoyens de différentes catégories. Un fait qui prouve que les interactions enregistrées sur les pages de ces jeunes bénévoles sont réelles et constituent un maillon important dans la coordination de l'acte de solidarité", a souligné Ahmed, un bienfaiteur.

Selon ses responsables, cette expérience du restaurant de la Rahma de la cité Zeboudj est "unique en son genre du fait qu'elle démontre la possibilité de l'ancrage et de l'extension des liens de la solidarité entre les différentes catégories de la société, virtuellement et de manière réaliste, pas seulement dans la ville de Chlef, mais dans toute la wilaya à l'avenir".

APS

REPRISE DES COURS Les orientations du ministre de l'Éducation

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed, a appelé, samedi lors d'une conférence nationale par visioconférence, à accompagner les établissements d'enseignement pour la reprise des cours du troisième trimestre de l'année scolaire 2022-2023, indique un communiqué du ministère. Présidant une conférence nationale consacrée aux directives et instructions à suivre pour assurer le bon déroulement du troisième trimestre de l'année scolaire 2022-2023, qui débute dimanche pour près de onze (11) millions d'élèves, M. Belaabed a appelé les directeurs de l'éducation et ceux qui travaillent sous leur autorité à « accompagner sur le terrain les établissements d'enseignement par des visites dimanche 9 avril ».

Avec le début du troisième trimestre, le ministre a donné plusieurs directives, notamment concernant le test de niveau prévu le 2 mai auquel il accorde, a-t-il dit, un intérêt majeur en termes d'organisation et de déroulement, d'autant qu'il concerne toutes les tranches d'âge à l'échelle nationale.

M. Belaabed a également enjoint au directeur de l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (ONEFD), en coordination avec les directeurs de l'éducation, de mobiliser tous les moyens humains nécessaires à la réussite de ce test « d'importance nationale et d'intérêt général ».

Concernant l'examen d'évaluation des acquis des élèves du cycle primaire, le ministre a salué le rôle de tous, en particulier les organisations nationales agréées de parents d'élèves, qui ont grandement contribué à sensibiliser les parents au grand bénéfice de cet examen pour les élèves et pour l'Ecole algérienne.

Il a également mis l'accent sur l'importance des journées d'information et de formation sur le processus d'élaboration des sujets de cet examen et les modalités de son organisation, prévues les 9, 10 et 11 avril et supervisées par des cadres de l'administration centrale, au profit des directeurs de l'Éducation, des chefs de services chargés des examens et des concours et des inspecteurs de l'enseignement primaire de la langue arabe, selon un calendrier bien défini.

R. E.

HABITAT/ TOUGGOURT

Plus de 15 milliards de DA consacrés à la réalisation d'un important programme

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a annoncé, samedi à Tougourt, qu'"une enveloppe financière estimée à 15,4 milliards de DA a été consacrée à la réalisation d'un important programme de logement à même de renforcer le parc immobilier et de développer le tissu urbain de la nouvelle wilaya".

KHENCHELA

La production du lait pasteurisé subventionnée portée à plus de 1 million de litres/mois

La production du lait pasteurisé subventionné a été portée, dans la wilaya de Khenchela, à 1.035.000 litres/mois, a indiqué le directeur du commerce et de la promotion des exportations. Belaribi Mahmoud a souligné que, dans le cadre des mesures prises pour assurer l'approvisionnement des citoyens de la wilaya de Khenchela en produits de large consommation, durant le mois de Ramadhan, les deux laiteries du secteur privé implantées dans la wilaya ont bénéficié depuis le 1 avril de quantités supplémentaires de poudre de lait, estimées à 9,8 tonnes pour porter la production de 930.000 litres/mois à 1.035.000 litres/mois. Il a ajouté que cette augmentation de la production du lait pasteurisé subventionné ne suffira pas à combler la demande des citoyens de la wilaya qui s'approvisionne également auprès des laiteries privées et publiques implantées dans les wilayas de Batna, d'Oum-El-Bouaghi et de Constantine. Le directeur du commerce de la wilaya de Khenchela a précisé que cette quantité supplémentaire de poudre de lait a été attribuée par l'Office interprofessionnel du lait au profit de ces deux laiteries privées. Il a indiqué que l'approvisionnement du marché local en produits de large consommation a enregistré une hausse de la production des minoteries implantées dans la wilaya, de 488 quintaux à 1220 quintaux de blé dur/jour, par l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), ajoutant que 14 boucheries de la wilaya de Khenchela ont passé des conventions avec l'Algérienne des Viandes Rouges, pour commercialiser durant le reste du Ramadhan, la viande plafonnée à 1200 DA/kg. Ces boucheries, implantées à Khenchela, Kais, Bouhama, Ain Touila, Babar, Chechar et Ouled Rechach, procéderont, avant la semaine prochaine, à la commercialisation de ce produit qui sera réceptionné incessamment, selon la même source.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Tougourt, M. Belaribi a indiqué que "l'année 2023 connaîtra une dynamique remarquable dans le secteur de l'habitat, ainsi que l'attribution d'un nombre important de logements de différentes formules au niveau de la wilaya de Tougourt et ce grâce à ce programme qui inclut 3.000 logements publics locatifs (LPL), 500 logements promotionnels publics (LPP), 4.000 lots de terrain dans le cadre du programme des lotissements sociaux, en sus de 2.000 aides destinées à l'habitat rural". "Ces projets de logement, dont la réalisation sera lancée dès le mois de juin prochain, contribueront considérablement à l'amélioration des conditions de vie des citoyens et à la couverture d'un pan important des demandes d'accès au logement dans cette wilaya", a sou-

ligné le ministre, précisant que ces nouveaux quotas de logement s'ajoutent à 1.680 unités en cours de réalisation, outre 7.156 autres unités qui seront bientôt lancées".

Dans le cadre des efforts déployés au niveau du secteur de l'Habitat dans la wilaya de Tougourt, M. Belaribi a cité quelque 5.900 logements à distribuer d'ici la fin de l'année en cours au plus tard. Ecoutant un exposé détaillé sur le secteur de l'Habitat à Tougourt, le ministre a insisté sur la nécessité du suivi continu des différents projets de logements, tout en veillant à les livrer dans les délais impartis et conformément aux normes fixées.

Il a jugé impératif "d'assurer l'accompagnement nécessaire aux demandeurs de logement et de lever tous les verrous bureaucratiques qui retardent ou empêchent parfois la remise des logements aux bénéficiaires".

Plus tôt dans la journée, M. Belaribi avait posé la première pierre du projet de réalisation de 230 logements de type public-locatif dans la commune de Tougourt, et mis en service le projet de raccordement au gaz naturel de 82 logements promotionnels aidés (LPA) dans la cité El-Moustakbal.

Il a également posé la première pierre du projet de réalisation d'un polyclinique dans la même commune.

Au terme de la visite, la délégation ministérielle s'est enquis de nombre de projets en cours de réalisation, dont le projet de réalisation de 200 logements de type location-vente dans la commune de Tougourt par l'Agence AADL. Le site des 800 lots de terrain au niveau du lotissement social Frajmoune dans la commune de Tebesbest et celui des 490 lots de terrain dans la commune de Nezla ont également été inspectés.

ALGER

Plus de 2000 personnes partagent un Iftar collectif à la Place Audin

Plus de 2000 personnes ont partagé, vendredi, un Iftar collectif au niveau de la Place Audin à Alger Centre dans le cadre du programme de solidarité tracé à l'occasion du mois sacré de Ramadhan, et donné une belle image de la solidarité entre les différentes franges de la société algérienne. La présidente de la commune d'Alger Centre, Mahdia Benghalia a indiqué dans une déclaration à l'occasion que "cette initiative s'inscrit dans le cadre du programme culturel et de solidarité tracé par la commune d'Alger centre à l'occasion du mois sacré, à travers l'organisation d'un Iftar collectif au profit de plus de 2000 personnes à partir de la Grande Poste à la Place Audin". "Après un arrêt de plusieurs années induit par la pandémie de la Covid-19 qui a touché tous les pays du monde, cet Iftar collectif vise à mettre en exergue les valeurs de solidarité entre les membres de la

société", a-t-elle souligné, ajoutant que "les familles algériennes se sont réunies autour d'une seule table pour partager les différents plats traditionnels algériens préparés spécialement à cette occasion". L'Iftar collectif a été initié par la commune d'Alger Centre avec la participation des travailleurs de la commune, des habitants et des acteurs de la société civile, a fait savoir Mme Benghalia qui s'est réjouie de "l'adhésion de toutes les franges de la société civile pour cette initiative de charité".

L'événement a vu l'organisation de plusieurs activités de loisirs et des spectacles d'art pour les enfants et les familles au niveau de la Grande Poste et la Place Maurice-Audin.

L'Iftar collectif a également vu la participation, outre les familles algériennes venues en grand nombre, de plusieurs artistes et étudiants ainsi que des ressortissants étrangers.

RÉALISATION D'UN HÔPITAL DE 240 LITS À BOUMERDÈS

Réception début 2024

L'hôpital de 240 lits, en cours de réalisation au lieu-dit Sahel, dans la banlieue de Boumerdès, sera réceptionné au début de l'année 2024, au vu de son taux d'avancement actuel, a-t-on appris, mercredi, auprès des services de la wilaya. Selon les explications fournies au wali, Yahia Yahiatene, lors d'une visite d'inspection de plusieurs projets de développement dans la commune de Boumerdès, le taux d'avancement des travaux de réalisation du projet de réalisation d'un nouvel hôpital, qui a accusé « un retard important » dans sa réalisation avant sa relance en 2020, est

de 70 % actuellement et sera réceptionné début 2024, selon la même source. « Les services concernés de la wilaya ont mobilisé tous les moyens nécessaires et ont procédé à la levée de toutes les contraintes, afin de livrer ce projet dans ses délais contractuels », selon les responsables du projet. S'exprimant au sujet de l'équipement de ce futur établissement hospitalier, le directeur de la santé et de la population de la wilaya, Saïd Ouabbas, a assuré, dans son intervention lors de la même visite, que « toutes les mesures ont été prises pour l'acquisition des équipements et la préparation des staffs médi-

caux et paramédicaux qui assureront son encadrement ». Le wali a souligné l'importance de ce projet, « objet d'une attention particulière des responsables et des citoyens de la wilaya », signalant que la structure sera « renforcée, ultérieurement, par une faculté de médecine » tout en insistant sur « sa livraison dans les délais fixés ». Ce projet a été inscrit en réalisation en 2006, au titre du programme quinquennal 2005-2009, pour une enveloppe initiale de 1,3 milliard de DA, réévaluée à près de cinq milliards de DA. Cet établissement, construit sur cinq niveaux en plus du rez-de-chaussée (R+5),

comptera une dizaine de blocs opératoires dans 13 spécialités qui ne sont pas disponibles actuellement à Boumerdès, telles que la neurochirurgie et la cardiologie interventionnelle, en plus de services médicaux divers, dont l'oncologie. À noter que durant cette visite, le wali s'est, également, enquis de l'état d'avancement de nombre de projets au chef-lieu de la wilaya, dont le chantier de réalisation du lycée Mohamed Laid Al Khalifa, d'une capacité de 1.000 places pédagogiques et comptant 22 salles de classe, en plus de six laboratoires pour les sciences naturelles et la physique, et deux autres pour l'informatique.

EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Les opérateurs télécoms devraient investir 15 milliards \$ dans les réseaux 5G d'ici 2025

Alors que la 5G est adaptée à de nouveaux usages émergents, McKinsey recommande aux opérateurs de s'aventurer au-delà de leur business model classique pour proposer des solutions de bout en bout basées sur des innovations de rupture comme la réalité virtuelle, l'Internet des objets ou encore la Computer Vision.

Alors que la 5G est adaptée à de nouveaux usages émergents, McKinsey recommande aux opérateurs de s'aventurer au-delà de leur business model classique pour proposer des solutions de bout en bout basées sur des innovations de rupture comme la réalité virtuelle, l'Internet des objets ou encore la Computer Vision.

Les opérateurs télécoms actifs en Afrique subsaharienne devraient investir 15 milliards de dollars dans le déploiement des réseaux de cinquième génération (5G) d'ici 2025, selon un rapport publié en février dernier par le cabinet de conseil McKinsey & Company.

A l'échelle mondiale, les investissements dans les technologies 5G pourraient dépasser les 600 milliards de dollars au cours des trois prochaines années.

La majeure partie de ces investissements sera réalisée dans la région Asie-pacifique (230 milliards de dollars), en Amérique du Nord (200 milliards) et en Europe (115 milliards).

Les opérateurs actifs en Amérique latine devraient investir quelque 45 milliards de dollars dans la 5G alors que ceux implantés dans la région Moyen-Orient Afrique du Nord (MENA) devraient dépenser 30 milliards de dollars.

Bien que le rythme de déploiement de la 5G diffère entre les régions du monde, le rapport souligne que les opérateurs télécoms sont globalement enthousiastes quant au potentiel de cette nouvelle génération de réseaux de télécommunications. D'autant plus que cette technologie permet des vitesses de connexion plus rapides, une plus grande capacité et une très faible latence (délai écoulé entre le moment où l'information est envoyée et le moment où l'appareil la reçoit). Aussi, de nouveaux usages auront un impact positif

sur de nombreux secteurs d'activité économique.

McKinsey estime cependant que les opérateurs télécoms ne récupéreront qu'une fraction de leurs investissements colossaux s'ils poursuivent leur approche actuelle en matière de monétisation de la 5G. Le cabinet propose dans ce cadre trois business models capables de créer plus de valeur pour les opérateurs.

Accès sans fil fixe

Baptisé « connectivité de base », le premier modèle permet aux opérateurs de télécommunications de vendre l'accès à la 5G aux consommateurs de téléphonie mobile, et de lancer de nouveaux produits compatibles avec cette technologie, dont le plus prometteur est l'accès sans fil fixe (FWA). Cela permettra d'améliorer la connectivité des foyers et des entreprises et d'augmenter l'inclusion numérique. La création de valeur dans le cadre de ce modèle variera en fonction des régions, de la structure du marché et de l'intensité de la concurrence, mais les opérateurs peuvent globalement aspirer à une augmentation de trois points de pourcentage de leur chiffre d'affaires des services sans fil et engranger, par conséquent, des bénéfices allant de 10 à 20 milliards de dollars d'ici 2028.

Des solutions de bout en bout

Le deuxième business model dit « connectivité premium » se base sur l'offre d'une expérience réseau de meilleure qualité, plus fiable et adaptée aux besoins spécifiques des utilisateurs finaux. Dans cette optique, les opérateurs pourraient s'appuyer sur les réseaux mobiles privés destinés aux entreprises en développant un solide écosystème de partenaires. Ils pourraient ainsi s'appuyer sur des partenariats avec d'autres acteurs actifs dans le domaine de l'Edge Computing (informatique en périphérie de réseau), une méthode de traitement de données qui évite le passage par un Data center distant pour réduire la latence du traite-

ment de l'information, ou encore dans le segment de la Computer Vision (Vision par ordinateur), une technique d'intelligence artificielle permettant de reconnaître une image, de la comprendre et de traiter les informations qui en découlent. Ainsi, une entreprise peut par exemple être en mesure d'utiliser une solution de Computer Vision sur un réseau privé pour gérer les stocks dans ses entrepôts.

Dans le cadre de ce business model, la valeur économique est principalement dérivée des relations inter-entreprises (B2B), le rôle des opérateurs télécoms passant fondamentalement de la vente de connectivité pure à la vente de solutions personnalisées. Ce business model permettrait d'augmenter le chiffre d'affaires des services sans fil de cinq points de pourcentage, et de créer ainsi une valeur allant de 30 à 50 milliards de dollars d'ici 2028.

Des innovations de rupture

Le troisième business model concerne le développement par les opérateurs eux-mêmes de plateformes et de solutions finales qui prennent en charge une large gamme de cas d'utilisation et s'appuient sur des innovations de rupture comme la réalité augmentée, la réalité virtuelle, l'Internet des objets (IoT) ou encore de la Computer Vision. Des applications de ces technologies sont possibles dans plusieurs domaines tels que la gestion du trafic automobile, la gestion des déchets, la vidéosurveillance, les véhicules autonomes, l'automatisation de l'industrie et la télémedecine.

Dans le cadre de ce business model que McKinsey considère comme étant le plus lucratif, les opérateurs télécoms doivent se positionner en tant que fournisseurs de solutions de bout en bout (end-to-end), accepter de s'éloigner de leur cœur de métier et développer de nouvelles capacités afin de créer une valeur qui pourrait facilement dépasser les 100 milliards de dollars d'ici 2028.

Source : Ecofin

MAURITANIE

Le ministre de l'Agriculture souligne l'importance de son secteur

Le ministre de l'Agriculture, M. Yahya Ould Ahmed El Waghef, a souligné l'importance du secteur agricole et sa place centrale dans les programmes mis en œuvre par le gouvernement, en application des instructions de Son Excellence Monsieur le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh Ghazouani.

M. Ahmed el Waghef, qui s'exprimait, vendredi, lors d'une réunion avec les représentants des agences de l'ONU en Mauritanie, a mis l'accent sur l'importance de la contribution de tous les acteurs et partenaires internationaux à la réussite de la stratégie nationale de développement du secteur agricole, compte-tenu des potentiels considérables dont regorge le pays dans le domaine de l'agriculture.

Les participants ont suivi au cours de cette rencontre une présentation ayant porté sur des aspects se rapportant au secteur dont la vision et les perspectives de son développement, un inventaire de tous les problèmes et obstacles auxquels il est confronté ainsi que les opportunités offertes et capacités existantes.

Il a été, également, question de la possibilité de déterminer la contribution de toutes les agences des Nations Unies et des partenaires techniques et financiers pour accompagner ladite stratégie, qui s'harmonise avec les priorités du gouvernement dans le domaine de l'amélioration de la situation du secteur agricole.

La séance de travail a été sanctionnée par la mise en place d'un cadre permanent de concertation entre le Ministère de l'Agriculture et les agences des Nations Unies, permettant l'échange d'informations et l'orientation des interventions, suivant les domaines d'intervention de chaque agence.

La coordinatrice du système des Nations Unies dans notre pays et les représentants du Programme des Nations Unies pour le développement, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, du Programme alimentaire mondial et de l'UNICEF, ont salué, chacun en ce qui la concerne, cette initiative, qui permettra, selon ces organismes, de renforcer la coopération existante notamment avec le secteur agricole et de soutenir les efforts déployés pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Cette rencontre est le couronnement d'une série de réunions de concertation interne au niveau du ministère et avec tous les acteurs en vue de formuler une stratégie participative qui constitue une feuille de route pour le secteur à long, court et moyen terme.

MAROC

Manifestations dans plusieurs villes contre la vie chère

Des manifestations ont été organisées samedi soir dans différentes villes du Maroc pour protester contre la flambée des prix des denrées alimentaires, à l'appel d'une coalition de partis de gauche.

A Casablanca, plus d'une soixantaine de personnes ont manifesté leur «ras-le-bol» contre la cherté de la vie, à la place Sraghna dans un quartier populaire de la mégapole, rapporte le quotidien français "Le Figaro". «Je n'en peux plus, la vie est devenue pénible à cause de la hausse des prix», a confié Fouad, 21 ans, qui a pris part à la manifestation à l'appel du Front social, une coalition de partis de gauche et de syndicats.

«Nous dénonçons la politique du gouvernement qui avait promis d'être un gouvernement de l'Etat social mais qui s'avère être celui des disparités sociales», a déclaré à l'AFP Abdelkader Amri, membre du bureau exécutif de la Confé-

dération démocratique du travail (CDT, gauche). Des groupes de manifestants se sont également rassemblés à Rabat, Tanger ou Marrakech. «La hausse des prix est une honte», «notre pays est agricole mais les légumes y sont chers» ont scandé quelque soixante protestataires réunis devant le parlement.

Ces manifestations surviennent dans un contexte de forte poussée inflationniste mettant le gouvernement sous le feu des critiques des syndicats, de l'opposition parlementaire et des médias locaux. Le taux d'inflation a atteint 9,4% au premier trimestre de 2023 contre 4% à la même période l'an dernier, selon le Haut-commissariat au Plan (HCP). Cette inflation est accentuée par la montée en flèche des prix des produits alimentaires

(+18,2%) en plein mois sacré du Ramadan, lors duquel le niveau de consommation augmente habituellement. La croissance, elle, a fait un rebond à +3% au premier trimestre de 2023, contre +0,3% au cours de la même période l'année passée, selon le HCP. Parallèlement, la Banque centrale du Maroc (BAM) a relevé le 21 mars son taux directeur de 50 points de base, à 3%, afin d'enrayer la hausse des prix qui affecte les ménages modestes et vulnérables. C'est la troisième fois que la BAM augmente son taux directeur depuis septembre 2022. Une décision qui va à l'encontre de la feuille de route du gouvernement qui mise sur une relance économique au royaume.

Agence

ECONOMIE DE LA SURVEILLANCE EN TUNISIE

Un monde sans limites !

D'après les constatations des sociologues et même de certains économistes, les technologies numériques transforment en profondeur les sociétés. Big data, intelligence artificielle prennent des positions dominantes dans les domaines majeurs de la consommation, de la finance, de la culture, des médias... Les géants du numérique des pays occidentaux fondent leur business model sur l'exploitation de nos données personnelles. Et souvent à notre insu et en tant qu'utilisateurs d'Internet, nous sommes devenus les fournisseurs des données comportementales gratuites exploitées par les entreprises numériques pour faire des prédictions sur nos vies.

Savez-vous que dès la rentrée 2023, les petits écoliers français vont recevoir un objet un peu particulier. D'apparence normale, il est une révolution pour le monde de l'éducation. Cet objet va permettre de filmer les enfants dès lors qu'ils l'utilisent et est en mesure de communiquer aux enseignants et aux parents la moindre prise de note. Cette révolution technologique de taille sera un nouvel outil au service d'un capitalisme de la surveillance.

Vous vous direz «pourquoi pas !

Ce gadget faciliterait la vie de tout le monde et rapprocherait enseignants, élèves et parents». Mais non, la question est beaucoup plus complexe qu'elle le paraît. Ce stylo bien particulier avait déjà fait mouche en Chine ! Il a été fourni à un maximum d'élèves chinois du primaire et du secondaire en août 2022... Pour le ministre de l'Éducation de la République populaire de Chine, l'objectif serait de faciliter la «gestion des devoirs» et d'en avoir une «utilisation scientifique». Pourquoi pas ?

Les radars thermiques, du nouveau pour le capitalisme de surveillance

Paradoxe et non des moindres, le capitalisme de la surveillance — cette économie qui tire profit de la surveillance numérique de la population — a toujours un bel avenir en terre communiste, mais pas que ! Il est ainsi facile de constater, qu'en petits pas et en petits pas et pour avoir un citoyen tout à fait conforme aux attentes, récupérer de la data, plus rien ou presque ne compte ! En matière de capitalisme de surveillance, l'Europe, dont la France, n'est pas la dernière à recourir à toutes formes de technologies de surveillance

des individus, dans une intention louable cela va de soi. Que ces technologies soient 100 % fiables ou non, là n'est pas vraiment l'important. Ce qui importe c'est d'abord que l'individu se sente épié.

Pour dire à quel point ce monde de l'économie de surveillance n'a aucune limite, il suffit d'ouvrir l'œil. Pour la surveillance des citoyens en Europe, un nouveau pas est en passe d'être franchi ! Bienvenue aux radars de surveillance thermique, qui, du point de vue des sociologues, relèvent d'une surveillance militaire des citoyens.

Une menace pour l'économie

Leur objectif ? Pourchasser les outrecuidants qui utilisent les voies réservées au covoiturage afin de pouvoir détecter, même au travers de vitres teintées, le nombre de passagers «les capteurs thermiques pourront détecter la présence de deux adultes sur les sièges avant ou à l'arrière de la voiture». Si le système est présenté comme fiable, à ce jour des incertitudes demeurent sur leur capacité à identifier des bébés qui seraient installés dos à la route dans leur siège auto.

Restera alors à savoir si un bébé

est une personne ou si un papa ou une maman utilisent cette voie indûment... amener un bébé à la crèche : est-ce du covoiturage ? Les débats ne vont pas manquer d'être palpitants !

Ce capitalisme numérique menace non seulement notre démocratie mais également notre économie.

Car les géants du numérique étatsuniens, les fameux Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft), écrasent aussi les entreprises et les éditeurs européens. Ces oligopoles entravent la concurrence et ralentissent l'innovation.

Les médias perdent de plus en plus leurs parts de revenus publicitaires au profit de Google et de Facebook, et le journalisme de qualité est dépeuplé de sa base financière.

Cette thèse du capitalisme de surveillance a le mérite de nous mettre en garde contre une menace réelle. Pour autant, décrit-elle une fatalité ? Il ne faut pas confondre le capitalisme de surveillance avec les technologies numériques qui n'en sont que l'instrument. Il est possible d'imaginer et de construire une société avec Internet sans cette logique de la surveillance.

MAURITANIE

Le ministère des affaires sociales célèbre la journée de l'orphelin

La Tunisie avait signé en octobre 2022 un accord préliminaire avec le FMI sur un programme d'aide de 1,9 milliard USD, mais le décaissement de la 1ère tranche de ce prêt n'a pas encore eu lieu, car le gouvernement ne s'est jusqu'ici pas engagé à mettre en œuvre les réformes d'assainissement des finances publiques et à rétablir la stabilité macroéconomique. En mars, plusieurs responsables euro-

péens, dont le chef de la diplomatie de l'UE Josep Borrell, et le ministre italien des Affaires étrangères Antonio Tajani, avaient mis en garde contre un «effondrement» de la Tunisie susceptible de «provoquer des flux migratoires vers l'Union européenne et d'entraîner une instabilité dans la région MENA [Moyen-Orient et Afrique du Nord, Ndlr]», tout en invitant les autorités tunisiennes à fina-

liser le programme convenu avec le FMI.

Tunis semble cependant redouter les tensions sociales que pourrait entraîner la mise en œuvre des réformes liées à la levée des subventions, dans un contexte d'envolée de l'inflation, de grave crise politique et de désaccords profonds avec l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), la puissante centrale syndicale.

COENTREPRISE SPÉCIALISÉE EN SÉQUESTRATION ET ÉVITEMENT DU CO₂

Le fonds souverain nigérian et Vitol lancent CarbonVista

Baptisée CarbonVista, la coentreprise devrait notamment investir dans des projets de réduction des émissions, dans les domaines des infrastructures, de l'agriculture et de l'énergie. Elle prévoit notamment de mobiliser des capitaux sur les marchés volontaires du carbone.

La Nigeria Sovereign Investment Authority a annoncé dans un communiqué publié le 5 avril, avoir signé un accord de coentreprise avec le géant du négoce pétrolier Vitol pour investir dans une série de projets de séquestration et d'évitement du carbone. Le fonds souverain nigérian a précisé qu'un montant initial de 50 millions USD a été engagé, et que les deux entités sont sur le point de prendre une décision finale d'investissement dans les premiers projets.

Baptisée CarbonVista, la coentreprise regroupant la NSIA et Vitol commencera par investir dans des projets au Nigeria en partenariat avec des entreprises locales. Les investissements se concentreront sur plusieurs domaines, dont les infrastructures, l'agriculture et l'énergie. Elle devrait mobiliser des capitaux auprès de partenaires financiers sur les marchés volontaires du carbone (MVC),

afin de soutenir les efforts du gouvernement nigérian en faveur d'une transition énergétique plus équitable.

La NSIA a également indiqué que le premier investissement portera sur un programme d'efficacité énergétique au niveau des ménages, en fournissant des solutions de filtration de l'eau respectueuses de l'environnement. Dans ce cadre, la coentreprise fournira aux ménages ruraux des appareils de cuisson propre qui réduiront la consommation de bois de chauffage et les émissions de gaz à effet de serre qu'elle engendre.

Près de 1 milliard de personnes en Afrique subsaharienne dépendent du bois et du charbon de bois pour cuisiner et purifier l'eau, ce qui constitue une cause majeure de la dégradation de près de 4 millions d'hectares de forêts par an dans la région.

« La réalisation du plan de transition énergétique du Nigeria nécessite une refonte ra-

dicale de notre consommation d'énergie, en commençant par le niveau microéconomique. Si nous ne prenons pas des mesures progressives pour résoudre les problèmes fondamentaux (...), la réalisation des objectifs du plan de transition énergétique risque de rester lettre morte et d'exacerber les risques climatiques », a déclaré le PDG de la NSIA, Aminu Umar-Sadiq, cité dans le communiqué.

« Cette entreprise commune devrait jouer un rôle de catalyseur dans la création du système national d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans le cadre de l'Initiative pour les marchés du carbone en Afrique (Africa Carbon Markets Initiative/ACMI), et créera une réserve de crédits de haute qualité sur les marchés volontaires mondiaux du carbone », a souligné de son côté Michael Curran, responsable des produits environnementaux chez Vitol.

CAMEROUN L'emploi d'étrangers

L'emploi d'étrangers, surtout à des postes clés dans les entreprises nationales est une question délicate dans maints pays africains. Les États essaient d'appliquer une politique inclusive sans affecter outre mesure leur marché de l'emploi, et pour éviter des tensions sociales comme celles de 2019 en Afrique du Sud.

Plusieurs entreprises continuent d'employer de la main-d'œuvre étrangère au Cameroun sans respecter la réglementation édictée à cet effet, a constaté le ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, Issa Tchiroma Bakary, dans un communiqué publié il y a quelques jours. « Malgré les campagnes de sensibilisation, les contrôles sur le terrain et les mises en demeure adressées aux chefs d'entreprises, ils continuent d'employer une abondante main-d'œuvre de nationalité étrangère en marge de la réglementation en vigueur », indique-t-il. Il a invité les entreprises concernées à bien vouloir se conformer à la loi dans les 30 jours suivant la publication du communiqué. « Passé ce délai, le groupe interministériel chargé de réglementer la main-d'œuvre de nationalité étrangère va descendre dans toutes les entreprises contrevenantes identifiées, et les sanctionner conformément à la réglementation en vigueur en la matière », relate Investir au Cameroun.

Cette violation des règles par les employeurs altère la politique camerounaise de promotion de la nationalisation des emplois. En juin 2022, le MINEFOP avait publié une circulaire fixant les prérequis à l'octroi d'une licence de travail à un travailleur étranger.

Le texte stipule notamment que « le ministre ne devrait accorder de visa de travail à un travailleur de nationalité étrangère que s'il est prouvé qu'il n'existe pas de Camerounais compétent au poste sollicité » ou si l'employeur « prouve qu'il a embauché également un Camerounais qui assiste le travailleur de nationalité étrangère pour des besoins de transferts de technologies et de compétences ».

Cette mise en garde intervient quelques semaines après que le ministre des Finances, Louis Paul Mofaze, ait pour la même raison, retoqué la nomination d'un ressortissant ivoirien à la tête d'Atlantic assurances Cameroun IARDT.

« J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il ne m'a pas été possible de donner une suite favorable à la demande d'agrément de monsieur Yapo Raoul Charlemagne Raymond, en qualité de DG de Atlantic assurances Cameroun IARDT, dans la mesure où son dossier ne satisfait pas aux exigences de la circulaire (...) du 27 juin 2022 du ministre de l'Emploi et de la Formation professionnelle, notamment le contrat de travail visé et la preuve de l'existence de Camerounais compétent pour le poste sollicité », a-t-il écrit le 2 mars dans une correspondance adressée au président du conseil d'administration de cette compagnie d'assurances.

SUR UN PROGRAMME DE FINANCEMENT DE 3,5 MILLIARDS \$

Deutsche Bank lance une unité de gestion de patrimoine

La guerre en Ukraine et le resserrement des politiques monétaires à l'échelle mondiale ont aggravé les déséquilibres macroéconomiques des pays. Le gouvernement a été ainsi contraint à demander le soutien du FMI afin de pouvoir poursuivre la mise en œuvre de son programme de transformation économique.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, dans un communiqué publié mercredi 5 avril, être parvenu à un accord avec le gouvernement ivoirien sur un programme de financement de 3,5 milliards de dollars pour soutenir les réformes vi-

sant à assurer une transformation économique plus profonde du pays.

D'une durée de 40 mois, ce programme de financement se situe dans le cadre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) et de la facilité élargie de crédit (FEC).

Les négociations entre la Côte d'Ivoire et le FMI avaient porté dans un premier temps sur un plan d'aide de 2,6 milliards de dollars, soit 300% de la quote-part du pays au FMI, mais ce seuil a finalement été porté à 400%.

Le FMI a précisé que la Côte d'Ivoire a subi, comme la majorité des pays africains, les

contrecoups de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et le resserrement des politiques monétaires des pays avancés qui ont renforcé les déséquilibres macroéconomiques du pays.

« L'économie ivoirienne a bien résisté à la pandémie, mais le rebond économique s'est atténué en raison des retombées négatives de la guerre en Ukraine et du resserrement des politiques monétaires à l'échelle mondiale. Les subventions directes et indirectes visant à réduire les pressions sur les prix, la hausse des dépenses de sécurité et le creusement du déficit commercial,

du fait d'une demande intérieure robuste, ont aggravé les déséquilibres macroéconomiques en 2022 », a-t-il souligné.

Le Fonds a également indiqué que le programme de financement vise notamment à « préserver la viabilité des finances publiques et de la dette » et à « faire progresser le programme de réformes des autorités en vue d'une transformation économique plus profonde dans le cadre du plan national de développement 2021-2025 ».

Le FMI s'attend à ce que l'économie ivoirienne enregistre une croissance de 6,5% en 2023 contre 5,5% en 2022.

AFRIQUE DU SUD

L'État lance un ultimatum aux entreprises employant illégalement des travailleurs

Avec 37 800 millionnaires, 98 centmillionnaires et 5 milliardaires recensés à fin 2022, l'Afrique du Sud est le principal hub de l'industrie de la gestion de patrimoine sur le continent africain.

Le géant allemand Deutsche Bank a annoncé, dans un communiqué publié le 31 mars, le lancement d'une nouvelle unité de gestion de patrimoine en Afrique du Sud.

Cette unité a déjà obtenu une licence de prestataire de services financiers, de la part de l'Autorité de conduite du secteur financier d'Afrique du Sud (Financial Sector Conduct Authority of South Africa - FSCA), a-t-on ajouté de même source.

L'ouverture de la nouvelle unité s'inscrit dans le cadre de la stratégie de la banque visant à accroître sa présence sur le marché de la gestion de patrimoine en Afrique du Sud.

« Le Moyen-Orient et l'Afrique ont fortement contribué à la crois-

sance de l'activité de gestion de patrimoine de Deutsche Bank », a déclaré Marco Pagliara, directeur de Deutsche Bank International Private Bank (IPB), la filiale dédiée de gestion de patrimoine du groupe.

« Grâce à ce nouvel engagement, les clients sud-africains bénéficieront de la plateforme d'investissement et de l'offre de la banque en matière de gestion de patrimoine, qui va de la gestion de trésorerie à la gestion d'actifs, en passant par la structuration complexe et les classes d'actifs alternatives », a précisé de son côté le directeur d'IPB Africa, Paul Sayers.

L'Afrique du Sud est le principal hub de l'industrie de la gestion de patrimoine sur le continent africain, avec des actifs sous gestion d'un peu plus de 85 milliards de dollars à fin décembre 2022, selon le rapport « Africa Wealth Report 2023 », publié le 28 mars par le cabinet de conseil Henley & Partners.

POUR FINANCER SON EXPANSION EN AFRIQUE

Le nigérian Access Bank lève 300 millions \$ auprès de sa maison mère

Déjà présente dans douze pays d'Afrique subsaharienne, la première banque nigériane en termes d'actifs a dévoilé en janvier dernier un plan d'expansion sur le continent ainsi que dans des pays développés, dont les États-Unis, la France et Hong Kong. La banque nigériane Access Bank a annoncé, dans un communiqué publié mardi 4 avril, avoir levé 300 millions de dollars auprès de sa maison mère, Access Holdings, pour financer son expansion en Afrique.

« Sous forme d'instrument inclus dans les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), l'injection de capital par Access Holdings permettra d'améliorer les fonds propres et les divers ratios

de la banque », a précisé Access Bank, indiquant que l'opération a été approuvée par la Banque centrale du Nigeria.

Cité dans le communiqué, le secrétaire général d'Access Holdings, Sunday Ekwochi, a précisé que cette injection de capital « viendra compléter les besoins en capitaux dont Access Bank aura besoin dans le cadre de sa stratégie d'expansion en Afrique ».

Access Bank avait annoncé, en janvier dernier, qu'elle envisage de s'implanter dans dix nouveaux pays en Afrique, en Europe, en Amérique du Nord et en Asie au cours des cinq prochaines années.

La filiale à 100% du groupe Access Holdings a

précisé dans sa stratégie de développement quinquennale qu'elle prévoit notamment de prendre pied dans des pays développés, dont les États-Unis, la France, Hong Kong et Malte, ainsi que dans des pays africains tels que la Namibie, l'Angola, l'Éthiopie et l'Égypte.

Outre son marché domestique, Access Bank est présente dans douze pays d'Afrique subsaharienne, dont le Ghana, le Congo, la Zambie, la Guinée et le Mozambique. Elle dispose aussi de filiales au Royaume-Uni et aux Émirats arabes unis, ainsi que de bureaux de représentation en Chine, en Inde et au Liban.

Les Enjeux
Eco

Publicité

Appelez le

06 98 16 55 54

CANADA

Taux de chômage maintenu à 5% en mars

Le taux de chômage a été maintenu à 5% au Canada grâce à la création de 35 000 emplois le mois dernier, a annoncé l'Agence fédérale « Statistique Canada ».

C'est ce qui ressort d'un communiqué mis en ligne par l'Agence fédérale « Statistique Canada » sur son site officiel.

Le maintien de ce taux à ce niveau intervient pour le quatrième mois consécutif. De plus, ce taux de 5% s'établit légèrement au-dessus du creux historique de 4,9% atteint au mois de juillet dernier. L'Agence précise que les postes d'emplois créés, l'ont été principalement dans le secteur privé, en particulier dans les do-

maines du transport, de l'entreposage, des services aux entreprises, du bâtiment, de la finance, des assurances et de l'immobilier. La même source précise, toutefois, que des emplois ont été perdus dans les secteurs de la construction, des services et des ressources naturelles. Sur un autre plan, l'Agence « Statistique Canada » indique que la croissance démographique de la population dans le pays a augmenté de 0,3% en mars, soit un taux supérieur à l'augmentation de la création de l'emploi qui est de 0,2%.

Ce croisement des données implique, selon plusieurs économistes, une lecture « délicate » des chiffres. Rappelons, par ailleurs, que la Banque du Canada avait annoncé le maintien de son taux directeur à 4,5%, soulignant ainsi son intention de marquer une pause pour mesurer l'impact de l'augmentation rapide, depuis environ une année, de ses taux d'intérêt sur l'économie. Les huit augmentations successives, en l'espace d'une année, du taux directeur visaient à faire face à la spirale inflationniste.

SUITE D'UN APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Russie fournira à l'Égypte 600.000 tonnes supplémentaires de blé

L'Égypte importera 600.000 tonnes de blé russe à deux reprises en mai à la suite d'un appel d'offres international. Ce pays est le plus grand acheteur de blé au monde. Les importations de Russie ont doublé durant les derniers mois de 2022. L'Autorité générale pour l'approvisionnement en produits de base, l'acheteur de céréales de l'État égyptien, a déclaré jeudi avoir acheté 600.000 tonnes de blé russe dans le cadre d'un appel d'offres, relate Reuters. De ce lot, 300.000 tonnes devront être expédiées du 10 au 20 mai et 300.000 autres du 21 au 31 mai. La Russie est le plus grand fournisseur étranger du marché égyptien du blé, ayant fourni près de 5 millions de tonnes au cours de la campagne de commercialisation 2020-21, selon le portail World Grain.

Le plus grand importateur

Les importations de blé de l'Égypte au cours de la campagne de commercialisation 2023-24 devraient augmenter de 3%, pour atteindre 10,8 millions de tonnes, selon un rapport du Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA). Au début de l'année, Elena Tiourina, directrice du département d'analyse de l'Union céréalière russe, a fait savoir que les livraisons avaient doublé durant les derniers mois de l'année 2022, s'élevant à 963.000 tonnes. En janvier, l'Égypte est devenue le leader des importations de blé de Russie. Un fret contenant 100.000 tonnes de blé russe a été acheminé à la mi-mars jusqu'à Damiette. Il s'agit d'un chiffre record enregistré dans ce port depuis la fondation du port en 1986.

ÉTATS-UNIS

L'inflation et l'économie en tête des préoccupations des Américains

L'inflation élevée et l'état de l'économie restent en tête de la liste des principales préoccupations des Américains, a récemment rapporté le site d'information The Hill. Citant un nouveau sondage Gallup, The Hill a fait remarquer qu'au moins 60% des personnes interrogées ont dit qu'elles sont « très préoccupées » par l'inflation et l'économie. Ce pourcentage a augmenté de deux points pour les deux catégories par rapport à un son-

dage réalisé l'année dernière. Il est aussi constaté qu'une majorité des personnes interrogées se disent très préoccupées par la criminalité et la violence, la disponibilité et le coût des soins de santé, ainsi que par les dépenses fédérales et le déficit budgétaire. Le pourcentage de personnes très préoccupées par la consommation de drogues a connu la plus forte augmentation par rapport à l'année dernière, passant de 38% à 46%, soit une hausse de huit points. Malgré les inquiétudes suscitées par l'éco-

nomie en général, le chômage figure au bas de la liste des 15 sujets clés étudiés par Gallup, 32% des personnes interrogées se déclarant très préoccupées par le chômage. Gallup suit l'évolution des préoccupations économiques depuis 2001. Selon l'article, c'est en 2011 et 2012 que le pourcentage de personnes se disant très préoccupées par l'économie a été le plus élevé (71%), tandis que le pourcentage le plus bas a été de 33% en 2019 et 2020, avant la pandémie de COVID-19.

TURQUIE

Le montant des exportations de saumon en hausse de 77%

Les exportations de saumon turc ont augmenté de 77% au premier trimestre de cette année, par rapport à la même période de 2022. Selon les informations recueillies par le correspondant d'Anadolu à partir des données de l'Union des exportateurs de la mer Noire, la Turquie a exporté 5 626 tonnes de saumon au premier trimestre, pour une valeur de 44 993 000 dollars.

Au premier trimestre de l'année dernière, la Turquie avait exporté 3 262 tonnes de saumon, pour un revenu de 25 479 000 dollars. Ainsi, les exportations de saumon turc ont enregistré une augmentation de 72% en quantité et de 77% en revenu, d'après la même source. Le saumon turc a été exporté vers 22 pays à travers le monde, dont la Russie qui fi-

gure au premier rang des pays importateurs, puis l'Allemagne, suivie du Vietnam. Dans une interview accordée à Anadolu, le chef du Comité du secteur des produits marins de l'Union des exportateurs de la mer Noire, İsmail Kobya, a déclaré que le saumon était l'un des produits d'exportation le plus important de la région.

FRANCE

Le déficit commercial poursuit sa décrue, à 11 milliards d'euros en février

Le déficit commercial français sur les biens a poursuivi sa décrue en février, tombant à 11 milliards d'euros, grâce notamment à un recul de la facture énergétique, ont indiqué les douanes vendredi. Le déficit commercial pour janvier a lui été revu en baisse par rapport aux précédentes

estimations, à 12,3 milliards d'euros au lieu de 13,6 milliards, amorçant déjà une accalmie après une année 2022 record avec un déficit historique de 164 milliards d'euros. Sur douze mois glissants, le solde commercial français sur les biens observe sa première amélioration depuis la fin

2021, à 167,3 milliards d'euros. En février, c'est surtout grâce à de moindres importations que la situation s'est améliorée. Celles-ci ont reculé de 1,2 milliard d'euros, après une baisse de 1,5 milliard en janvier, sous l'effet d'une réduction des approvisionnements en produits énergétiques.

De son côté, la Banque de France a rapporté vendredi une relative stabilisation en février du déficit des transactions courantes, qui prennent en compte les services, à 3 milliards d'euros, contre 3,3 milliards d'euros le mois précédent.

La Chine poursuit ses exercices militaires autour de Taïwan

L'armée chinoise a simulé dimanche des frappes de précision lors d'une deuxième journée d'exercices autour de Taïwan, qui fait suite à une rencontre dans la semaine entre la présidente de l'île et le président de la Chambre des représentants américaine. La télévision publique chinoise a indiqué que les patrouilles de préparation au combat poursuivaient les exercices autour de Taïwan.

"Plusieurs types d'unités ont effectué des simulations de frappes conjointes de précision sur des cibles clés de l'île de Taïwan et des zones maritimes environnantes et continuent de maintenir une position offensive autour de l'île", a indiqué la télévision d'Etat.

Une source au fait de la situation sécuritaire dans la région a déclaré à Reuters que Pékin a effectué des simulations d'attaques aériennes et maritimes sur des "cibles militaires étrangères" dans les eaux au large de la côte sud-ouest de Taïwan. Taipei "n'est pas leur seule cible", a souligné cette source. "C'est très provocateur."

Le ministère taïwanais de la Défense a déclaré avoir repéré vers 04h00 GMT 58 avions chinois, dont des chasseurs Su-30 et des bombardiers H-6, ainsi que neuf navires, autour de Taïwan.

Il a réaffirmé que ses forces "ne provoqueront pas d'escalade des conflits ni de différends" et qu'elles répondraient "de manière appropriée" aux exercices chinois.

Ces manœuvres chinoises, qui doivent s'achever lundi, interviennent après la rencontre entre la présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen, et le président de la Chambre des représentants américaine, Kevin McCarthy, mercredi aux États-Unis. Pékin considère l'île de Taïwan, démocratiquement gouvernée, comme son propre territoire et n'a jamais renoncé à l'usage de la force pour la placer sous son contrôle.

L'ambassade de facto des États-Unis à Taïwan a déclaré que Washington surveillait de près les exercices de la Chine, tout en assurant de sa confiance dans ses propres ressources et capacités dans la région pour garantir la paix et la stabilité.

Avec la baisse des revenus

D'EXPORTATION

Le rouble au plus bas depuis près d'un an

Le rouble est descendu mercredi à son plus bas niveau depuis près d'un an face au dollar, fragilisé par la baisse des revenus tirés des exportations russes, des sorties de capitaux et la réorientation d'une partie de l'économie russe vers d'autres devises, notamment le yuan.

La monnaie russe s'est effritée jusqu'à 80,50 roubles pour un dollar mercredi, une première depuis mi-avril 2022.

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la Russie a tiré 11,6 milliards de dollars de ses exportations de pétrole et produits pétroliers en février, soit 19% de moins qu'un mois plus tôt et 42% par rapport à l'an dernier à la même époque.

Les volumes ayant peu diminué, le fléchissement des revenus tirés des exportations d'or noir est principalement attribuable, selon l'AIE, aux sanctions imposées par le G7 et l'Union européenne, en particulier le mécanisme de prix plafond.

Le pétrole est, pour l'essentiel, acheté en dollars, que la Russie convertit ensuite en roubles, ce qui soutient sa devise.

L'énergie et les produits d'extraction minière pèsent plus de la moitié des exportations de la Russie.

Pour Janis Kluge, de l'Institut allemand des affaires internationales et de la sécurité (SWP), le plongeon du rouble est aussi imputable à des sorties de capitaux.

Ces mouvements sont liés à la poursuite de l'exode des entreprises étrangères, selon une note de la banque russe Sinara. Dans le même temps, les importations augmentent et, avec elles, les besoins de devises des sociétés qui se fournissent à l'étranger, affaiblissant le rouble, selon une note d'Alor Broker. Autre facteur expliquant les transferts de capitaux, des conversions en devises de pays dont les gouvernements maintiennent des relations étroites avec la Russie, en premier lieu la Chine, selon Sinara.

Ces derniers jours, le volume d'échanges entre roubles et yuans en Russie a égalé, voire dépassé, celui des transactions entre roubles et dollars, selon des données publiées par la Bourse de Moscou (Moex).

La Bourse de Moscou travaille également, depuis plusieurs mois, à l'ouverture d'échanges entre roupies indiennes et roubles, l'Inde ayant nettement augmenté ses achats de pétrole russe.

Ailleurs sur le marché des changes, le dollar se reprenait, mercredi, face à l'euro et à la livre, malgré une volée de nouveaux indicateurs américains jugés décevants.

Vers 19H30 GMT, le billet vert gagnait 0,43% sur la monnaie unique, à 1,0904 dollar, et 0,33% face à la devise britannique, à 1,2457 dollar pour une livre.

AVANT UN LONG WEEK-END PASCAL

Le CAC 40 a fait du surplace sur la semaine

La Bourse de Paris clôture cette séance de jeudi en légère hausse de 0,12% à la veille d'une coupure de quatre jours avec le Vendredi saint et le lundi de Pâques. Sur la semaine, le CAC 40 engrange ainsi un gain symbolique (+0,03%).

Au sortir d'une série de deux séances dans le rouge, le CAC 40 enregistre une légère progression de 0,12% à 7.324,75 points. Grâce à son modeste rebond jeudi, le marché parisien a bouclé une semaine écourtée avec un bilan médiocre mais positif (+0,03%). Cette progression hebdomadaire a le mérite d'aider le CAC 40 à aligner une troisième semaine dans le vert. La longue pause qui s'annonce n'est guère de nature à inciter les opérateurs de marché à prendre des risques. La séance était donc la dernière avant une coupure de quatre jours, le Vendredi saint étant pour des raisons devenues obscures fermé en Bourse, tandis que le lundi de Pâques est à la fois un jour férié officiel et un jour de fermeture des marchés (sauf Wall Street qui ferme aussi vendredi mais rouvre dès lundi).

A noter tout de même la publication des derniers chiffres de l'emploi américain pour le mois de mars comme chaque premier vendredi. Les marchés européens devront patienter jusqu'à mardi pour réagir à la teneur de ces chiffres. En attendant, ils ont décoré les dernières inscriptions aux allocations chômage aux Etats-Unis. Elles ont reculé de 18.000 la semaine écoulée à 228.000 contre 246.000 la semaine précédente.

USA

Wall Street termine en hausse, les investisseurs attendent les chiffres de l'emploi

La Bourse de New York a fini en hausse jeudi, grâce notamment à la bonne performance d'Alphabet, alors que les investisseurs, qui s'inquiètent d'un ralentissement de l'économie américaine, attendent la publication du rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis.

L'indice Dow Jones a gagné 0,01%, ou 2,57 points, à 33 485,29 points. Le S&P-500, plus large, a pris 14,64 points, soit 0,36%, à 4.105,02 points.

Le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 91,1 points (0,76%) à 12 087,96 points.

Alphabet et Microsoft ont contribué plus que les autres aux gains

enregistrés par le S&P500 lors de la séance.

Le département du Travail a publié jeudi le nombre des inscriptions au chômage aux Etats-Unis, qui se sont établies à 228.000 lors de la semaine au 1er avril.

Wall Street a perdu du terrain ces derniers jours en raison des signes d'un ralentissement économique, un changement par rapport à ces derniers mois, lorsque les investisseurs accueillaient favorablement des données économiques faibles, pensant que cela pouvait démontrer que les hausses de taux d'intérêt décidées par la Réserve fédérale américaine (Fed) étaient efficaces. "Le marché hésite entre le fait

qu'un ralentissement du marché du travail représente une bonne nouvelle parce qu'il incite la Fed à faire une pause (dans son relèvement des taux) en mai, ou une mauvaise nouvelle parce qu'il signifie que la récession est en train d'arriver", a déclaré Ross Mayfield, analyste chez Baird.

Les regards se portent désormais sur le rapport mensuel sur l'emploi aux Etats-Unis attendu vendredi, qui sera publié alors que les marchés seront fermés en raison du Vendredi saint.

Les investisseurs attendent également la publication des résultats des grandes banques américaines, dont JPMorgan Chase et Citi-

jusqu'à 3.500 points au cours du troisième trimestre avant un rebond. Ce parce que, selon lui, les analystes n'anticipent pas une récession aux Etats-Unis, devenue selon lui "encore plus probable" avec les récents tumultes boursiers.

Le luxe dans le dur

Du côté des valeurs, on retrouve Accor qui clôture en hausse de 5% porté par un relèvement de recommandation à l'achat de Stifel.

En revanche, les groupes de luxe ont tiré la Bourse parisienne vers le bas, L'Oréal a cédé 3,2%, Hermès 2%, Kering 1,7% et LVMH 1,8%. Les publications dans ce secteur pour le premier trimestre commenceront la semaine prochaine, avec notamment le chiffre d'affaires de LVMH.

Hors SBF 120, l'équipementier auto Akwel a perdu 4,9% pénalisé par des résultats annuels décevants.

Sur les autres marchés, l'euro reprend 0,2%, à 1,0926 dollar. Les contrats pétroliers évoluent en légère hausse, le Brent de la mer du Nord pour livraison en juin, progresse de 0,1% à 85,08 dollars le baril tandis que le WTI coté à New York grappille également 0,1% à 80,69 dollars le baril.

MARCHÉ

Quel est le calendrier des jours fériés à Wall Street en 2023 ?

Les marchés américains connaîtront à dix reprises une fermeture exceptionnelle au cours de l'année 2023 en semaine dont ce lundi 2 janvier.

Au vu de l'influence parfois importante des marchés américains sur l'évolution des cours de leurs homologues européens, les investisseurs se doivent de surveiller le calendrier de Wall Street, quand bien même ils sont focalisés sur les actions françaises ou européennes. Ne serait-ce que pour des questions de liquidités.

Une nouvelle fois, la Bourse de New York connaîtra en 2023 davantage de jours de fermeture que Paris. Il faut dire que les jours fériés outre-Atlantique sont souvent fixés un lundi, ou observés un lundi s'ils tombent au cours d'un week-end. Voici les jours de semaine où les marchés américains seront donc exceptionnellement fermés cette année :

Lundi 2 janvier (au titre de la nouvelle année)
Lundi 16 janvier (commémoration de la naissance de Martin Luther King)

Lundi 20 février (commémoration de la naissance de George Washington)
Vendredi 7 avril (Vendredi saint)
Lundi 29 mai (Memorial Day)
Lundi 19 juin (Juneteenth - journée de commémoration de la fin de l'esclavage)
Mardi 4 juillet (fête nationale)
Lundi 4 septembre (fête du Travail)
Jeudi 23 novembre (Thanksgiving)
Lundi 25 décembre (célébration de Noël)

Les portes du marché américain demeurent ouvertes le 9 octobre, mais cette date correspondant à un jour férié pour le reste de l'économie (Columbus Day), l'activité en Bourse devrait se montrer très réduite.

En outre, le trading sur actions du New York Stock Exchange ne se déroulera que sur une demi-séance (clôture à 13 heures, heure locale) le 3 juillet, veille de la fête nationale et le 24 novembre (lendemain de Thanksgiving).

LES FOLLES PROMESSES DE LA FUSION CONTRÔLÉE ANEUTRONIQUE Alternative à Iter

Une compagnie privée californienne, TAE Technologies, dit avoir réalisé les toutes premières expériences de fusion hydrogène-bore dans un plasma de fusion magnétiquement confiné, et ambitionne une production industrielle à l'horizon 2030. Mais de gros défis techniques demeurent pour faire de la fusion contrôlée aneutronique une réalité commerciale.

La fusion contrôlée aneutronique, alternative à la technologie d'Iter, pourrait-elle accélérer le mouvement vers une énergie abondante? C'est ce que promet la société privée américaine TAE Technologies, alias Tri Alpha Energy. La société a annoncé fin février dans Nature communications avoir réalisé, en collabora-

tion avec l'Institut national japonais des sciences de la fusion (NIFS), les toutes premières expériences de fusion hydrogène-bore, aussi dite proton-bore, dans un plasma de fusion magnétiquement confiné. «Ce qui a été réalisé sur la machine du NIFS est une fusion entre un faisceau énergétique et du plasma qui contenait du bore. Les équipes de TAE ont réussi à générer

une réaction de fusion proton bore et à mesurer des particules alpha dont ils disent qu'elles proviennent de la réaction de cette fusion», détaille Yanick Sarazin, directeur de recherche au CEA. Le scientifique, qui n'a pas participé aux recherches, juge le papier «assez convaincant». Mais rappelle que la route est encore longue avant d'atteindre une production d'énergie nette.

POUR SURVEILLER EN DIRECT SON ÉTAT DE SANTÉ

Bientôt des capteurs implantés dans les dents ?

Une entreprise américaine spécialisée dans la fabrication de dispositifs médicaux a développé un capteur de « diagnostic salivaire ». Cette puce microscopique s'installe sur une molaire et permet de surveiller la salive des personnes qui la portent, en continu. L'objectif est de pouvoir améliorer les diagnostics médicaux et contrôler de manière plus efficace la santé des utilisateurs, rapportent nos confrères de BFMTV.

« La salive est un liquide de diagnostic incroyable »

Si l'entreprise Lura Health a décidé de se focaliser sur la salive, c'est parce qu'il s'agit d'un excellent indicateur sur la santé bucco-dentaire des personnes mais aussi sur leur état de santé plus global. En effet, la salive peut permettre de détecter des cancers ou encore la maladie d'Alzheimer.

« La salive est un liquide de diagnostic incroyable et est utilisée pour tester plus de 1.000 problèmes de santé. Les professionnels de la santé se réfèrent même à la salive comme le nouveau sang des diagnostics de santé », a précisé l'entreprise américaine sur son site.

Du Bluetooth pour transmettre les données en temps réel

Cette puce pourrait communiquer avec un appareil via le Bluetooth et ainsi offrir aux utilisateurs la possibilité de suivre leurs données en temps réel mais aussi envoyer des alertes en cas de signaux alarmants sur leur état de santé. De plus, ce dispositif serait équipé d'une batterie permettant de tenir sur la durée.

INDUSTRIE

Bientôt des ordinateurs alimentés par des mini-cerveaux humains ?

Des universitaires travaillent à la mise au point d'un ordinateur constitué d'organoïdes cérébraux, une masse de neurones cultivés en laboratoire. Ceux-ci pourraient améliorer la vitesse de calcul, la puissance de traitement et la capacité de stockage des machines, tout en réduisant leur consommation énergétique, promettent les scientifiques.

Les progrès en matière d'intelligence artificielle sont impressionnants, mais le cerveau humain reste (heureusement) plus performant. A tel point qu'il pourrait directement aider la machine à progresser? C'est ce qu'ont voulu savoir plusieurs scientifiques de l'Université John Hopkins à Baltimore (Etats-Unis) et du Cortical

Labs à Melbourne (Australie) notamment. Dans une étude publiée le 28 février dans la revue Frontiers in science, ils expliquent en guise d'introduction que «les cerveaux peuvent réaliser plusieurs tâches à la fois et sont généralement meilleurs lorsqu'il s'agit de traiter des informations complexes comme les images.»

En planchant sur la mise au point de bio-ordinateurs constitués d'organoïdes cérébraux, des masses de cellules de cerveau humain cultivées en laboratoire à la structure tridimensionnelle, les universitaires espèrent faire bénéficier aux machines des capacités de notre matière grise. Pour eux, même si les organoïdes ne sont pas de «mini-cerveaux» à proprement parler, ils partagent

des aspects clés de la fonction et de la structure cérébrale et peuvent offrir une puissance de calcul similaire.

«Cette technologie promet des avancées sans précédent en matière de vitesse de calcul, de puissance de traitement, d'efficacité des données et de capacités de stockage, le tout avec des besoins énergétiques moindres», est-il expliqué dans l'étude. Ses auteurs d'ajouter: «L'intelligence organoïde pourrait également améliorer notre compréhension du développement du cerveau, de l'apprentissage et de la mémoire, ce qui pourrait inspirer de nouveaux traitements pour les troubles neurologiques et de neurodéveloppement.»

POUR LIVRER DES COLIS

La société Zipline met au point un nouveau drone

Moins coûteux et polluants que les moyens de transport classiques, les drones sont de plus en plus utilisés pour effectuer des livraisons de colis. Zipline, une entreprise spécialiste en la matière, a présenté ce mercredi un nouveau dispositif qui permet de livrer dans des villes plus denses que jusqu'à présent, et donc, à terme, de toucher beaucoup plus de marchés.

Le nouveau drone, P2, a des hélices qui lui permettent de s'immobiliser dans les airs. Une fois arrivé à destination, il libère un autre appareil, baptisé « droid », une sorte de mini-drone à hélices qui contient le paquet à livrer, et est capable d'atterrir et de décoller verticalement.

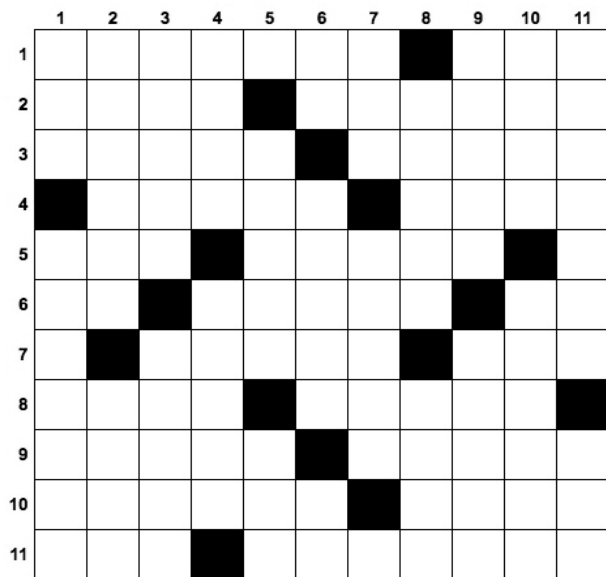
Plus petit et plus rapide
L'entreprise américaine espère ainsi réaliser des livraisons « très silencieuses et très précises, même en cas de vents forts, même quand le vent arrache les feuilles des arbres », a expliqué Joseph Mardall, le directeur de l'ingénierie. « Vous ne remarquerez même pas que nous ne sommes là, et c'est la clef de notre succès, être invisibles », a-t-il ajouté.

Le modèle existant, P1, qui va continuer à être utilisé, n'a qu'une aile fixe, et doit donc larguer le paquet, accroché à un parachute. Il nécessite une aire d'atterrissage équivalente à deux places de parking, contre la surface d'une table de pique-nique pour le P2 avec son « droid ». Le nouveau système est aussi plus rapide, mais il livre dans un rayon plus limité, de 16 km au lieu de 90 km.

Des livraisons de médicaments au Rwanda

Zipline prévoit de réaliser plus de 10.000 vols de tests cette année avant de déployer commercialement son nouveau drone, notamment avec la chaîne de restauration Sweetgreen, le gouvernement rwandais et des organisations de santé américaines.

L'entreprise a indiqué dans un communiqué avoir déjà réalisé 500.000 vols commerciaux avec P1 dans le monde, des Etats-Unis au Japon en passant par le Rwanda, où ses drones permettent de livrer des médicaments dans des zones rurales difficiles d'accès.

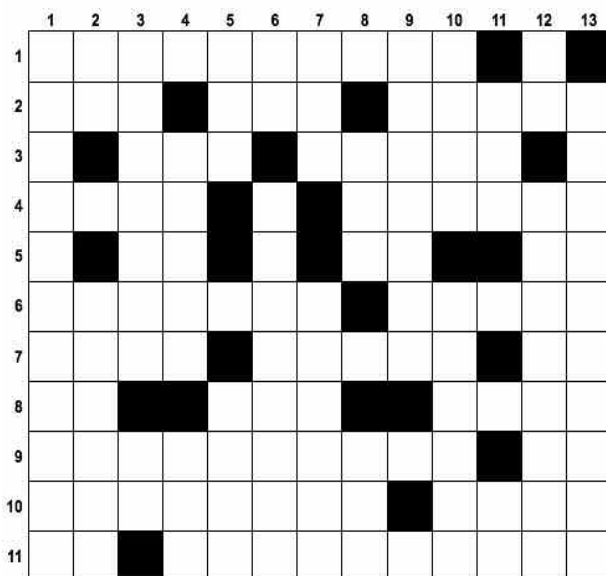


Horizontalement

1 Mener droit à la jambe de bois!- Rempli de noeuds ou de malices.2 Tous les arrêts réunis !- Alcoolisera son chagrin.3 Appellation d'origine contrôlée.- Se servir du 9v-2.
4 Hurler parfois.- Met à mal la virgule.5 Une offre qui impose l'échange.- Annoncent une dissolution, voire une destruction!6 Le D de Guido.- Ils ont des corps de cochon.- Par la bouche, brièvement!7 Cour de la Casbah.- Niveau de jauge du sannyasin!8 Le fils d'Anatole.- Élément du quartier des mineurs.9 Assurer un bon rapprochement.- Me prends pour Cézanne.10 Signal de départ.- Fait le tour de la chambre.11 Flotte au-dessus de la crème.- Réduire le candi.

Verticalement

1 Trois cardinaux pour un Dieu.- Fort clair en effet!2 En pince pour des vaisseaux.-
A doublé un acteur.3 Impressionnante pour Perdita.- Indispensable à l'autostoppeur.
4 A carrément mit de côté!- Représentatif d'un grand nombre!5 Juge, éclaire, ou ne brille pas.- Un subjonctif marrant.6 N'est pas supérieure aux instituteurs.- Séquence de film.- Pattes de coing.7 Manche avec un mort.- Primeur de canard.8 Airs marins.- Son abîme est plombé!9 Palindrome de genres.- Allonge au bout.10 Palmier à la noix.- Comme la feuille du précédent.11 Danseur canadien.- Ce n'est pas forcément acide.

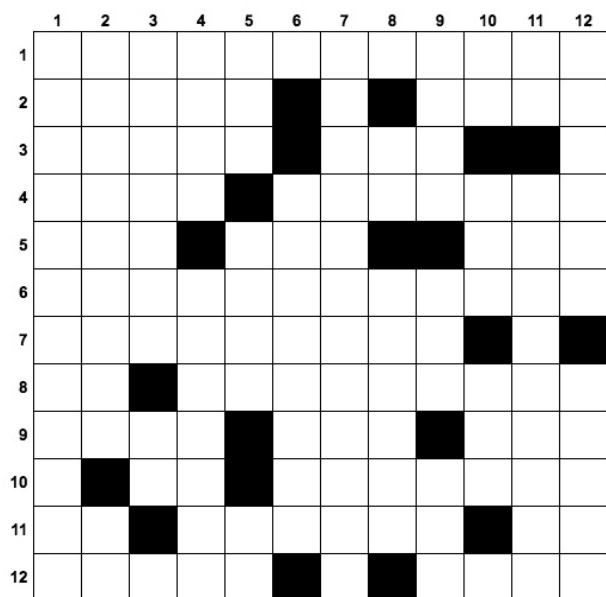


Horizontalement

1 [Le cuir est son domaine].2 En avant !- Piécette.- Entoure la grande ville.
3 Fut apte.- Qui s'y frotte s'y pique.4 Vallées inondées.- Peau de l'arbre.
5 Roulement de tambour.- Adverbe de lieu.- Petit cours.6 Utilisateurs.- Vagabonder.
7 Cime.- Prénom de Manaudou.- 3ème note.8 Dans le coup.- Larcin.- Existences.
9 [Décorateur de vitrines].- Hors de portée.10 S'amusera.- Finauderie.11 Pronom réfléchi.- [Ils ne font plus un tabac].

Verticalement

1 [Ils nous sortent leurs tripes].2 Alternative.- Humée.
3 Retapât.- Argent du labo.4 Emploi.- Shoot aérien.5 Ancienne armée.- Coûté.
6 Drame japonais.- [Sa règle d'or est d'être réglé].7 Dévêtue.- Maculera.
8 Hareng en caque.- Arbre d'Inde.9 [Petit commerçant alimentaire].
10 Ville du Nevada.- Dos.11 Transport parisien.- Do.
12 Expression de joie.- Laitéuse.
13 [Ils nous font part de leurs pensées].



Horizontalement

1 Amoureuse d'un Abbé.2 Se laisse abriter au risque de passer pour une bille.- La belle Emilienne.3 Il n'a qu'à s'écraser pour éviter les liaisons dangereuses.- Sans voix.4 Faisait preuve de verve quand il avait le barreau.- A la limite, il peut nous tenir à l'oeil, pas plus!5 Anti-occident.- Pour mettre du choeur à l'ouvrage.- Son roman chante la Normandie.6 Croisière à quai pour le bonheur des dames.7 Faisons la barbe.8 Patron pour un jour.- Pas urbaines mais pas forcément rurales.9 Saint de la joie.- Lumières de la ville.- Donc voulut?10 Après guerre, avant paix.- Puante, pourtant personne ne peut la sentir.11 Divinité rayonnante.- Aspirateur à eau.- Article d'importation.12 Il met le fa tout près du sol.- Inspirateur du peuple.

Verticalement

1 Viennoise qui est devenue une célèbre femme d'affaire.2 Bien faisante.- Se hâte lentement.3 Savoir d'où elle vient, c'est pour elle une question de bon sens.- Presqu'île.4 Enlevées.- Guère ceintes.5 Un peu trop basse.- Bleue à Broadway ?- Cet article est made in France.6 Pas forcément courageux.7 Tour du savoir.8 Agrément du Sud.- Signifiant insignifiant.9 Chasseur d'espions.- Ne tirez pas sur lui.- Si ce n'est lui, c'est donc sa soeur.10 Premier cours de France.- Sommet corse.- Objet olfactif de tout petit.11 Pour Porthos et pour tous.- Ont foison de toison.12 Finit généralement avec des ardoises!- Sans bouger, elle fait pourtant de sacrées bornes !

RENAULT AUSTRAL (2024)

Que sait-on sur le futur SUV en version coupé ?

Fraîchement lancé sur les routes, le Renault Austral sera rejoint en 2024 par une variante « coupé » propulsant le SUV vers le haut de gamme. Voici ce que l'on sait déjà.

Le Renault Austral, dont le succès en France repose sur une recette bien précisée, va accueillir un « petit frère » de gamme en 2024. Selon nos confrères de l'Argus, le SUV va se muer en coupé haut de gamme. Plusieurs changements vont modifier les habitudes des automobilistes en France durant ce mois d'avril 2023.

L'offensive Renault est passée supérieure ces derniers mois. À l'Austral, la marque au losange a récemment dévoilé la nouvelle génération de l'Espace. Inspiré de l'Austral, l'ancien monospace passe dans le segment des SUV tout en gardant son format familial extensible places.

L'Austral devrait servir de base à un deuxième SUV attendu dans la gamme pour 2024. Connu actuellement sous le nom de code « L », il devrait reposer sur la plateforme montant vers le haut de gamme

« coupé ».

En terme de motorisation, ce futur Austral coupé recevra un groupe motopropulseur hybride rechargeable de 280 ch, aux côtés du bloc hybride à 200 ch issu de l'Austral.



LA HYUNDAI IONIQ 6

SACRÉE « VOITURE MONDIALE DE L'ANNÉE » 2023

Après l'Ioniq 5 en 2022, Hyundai conserve le titre de « Voiture mondiale de l'année » en 2023 avec l'Ioniq 6, annoncée gagnante parmi un ultime panel de dix finalistes au salon de l'automobile de New York.

Si, à Bruxelles, la Jeep Avenger avait la préférence des votants européens, succédant à la Kia EV6, c'est la Hyundai Ioniq 6 qui s'offre le titre de « Voiture mondiale de l'an-

née » 2023. Un sacre qui s'ajoute aux trophées de « meilleur design » et meilleure voiture électrique au monde ».

Le design extérieur de la Hyundai Ioniq 6 est inspiré de la Pony de 1975, avec certaines évolutions plus modernes comme une ligne de toit élancée lui conférant un aspect futuriste. L'intérieur présente des sièges en cuir synthétique avec une console

centrale équipée d'un grand écran de 12,3 pouces.

La Hyundai Ioniq 6 est équipée d'un moteur électrique d'une puissance cumulée de 306 ch et d'une batterie de 77 kWh pour une autonomie allant jusqu'à 610 km. Pour couronner le tout, SangYup Lee, responsable monde du design de Hyundai, a également reçu la récompense de personnalité automobile

mondiale de l'année (World Car Person of the Year).

« Nous sommes ravis de recevoir cette prestigieuse distinction deux années de suite, qui reconnaît l'immense talent et les efforts incessants de tous les employés de Hyundai pour commercialiser des VE tels que la Ioniq 6 », a déclaré Jaehoon Chang, président et CEO de Hyundai Motor Company.



NOUVEAU RENAULT ESPACE (2023)

De nombreuses infos en fuite

Le nouveau Renault Espace, prévu pour le 28 mars 2023, est en fuite sur internet et ne laisse plus aucun doute sur sa filiation avec son petit frère Austral.

Le Renault Espace n'en finit pas de faire parler. D'abord via Renault qui distille les informations au compte-goutte pour tenir en haleine, mais maintenant via des fuites qui ne semblent pas volontaires.

Nous savions déjà qu'il s'agissait essentiellement d'un Austral rallongé, sans doute plus petit que son prédécesseur. Nous avons désormais pas mal d'infos complémentaires.

LE DESIGN RÉVÉLÉ

La présentation officielle de l'Espace est prévue pour le 28 mars. Malheureusement pour Renault, le design extérieur a été accidentellement révélé.

Certaines pages d'un manuel pdf, qui a été brièvement publié sur le site français de Renault, ont fui en ligne, montrant le SUV familial dans toute sa splendeur.

Le pionnier des monospaces va se transformer en SUV. Malgré cela, Renault suggère que l'Espace ne perdra pas son caractère et sera toujours capable de transporter 7 personnes confortablement pour de longs trajets.

D'après les teasers officiels et les plans divulgués qui ont été publiés sur le forum Wordscoop, il est tout à fait évident que la sixième génération de l'Espace sera une version plus longue de l'Austral. Le Renault Espace dispose d'un empattement allongé de 2,74 m, d'un porte-à-faux arrière plus long et d'un arrière plus droit. Malgré ces différences, les feux arrière à LED, le hayon sculpté et la partie inférieure du pare-chocs ressemblent beaucoup à l'Austral.

L'Espace mesure 4,72 m de long, soit 21 cm de plus que l'Austral, mais 14 cm de moins que son prédécesseur.

Le SUV est également plus long que le Nissan X-Trail reposant sur la même plateforme. Cela montre que Renault souhaitait l'étirer au maximum, au profit de l'espace intérieur.

Accidents de la circulation : 3 morts et 187 blessés ces dernières 24 heures

Trois (3) personnes ont trouvé la mort et 187 autres ont été blessées dans 167 accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures à travers plusieurs wilayas du pays, selon un bilan rendu public dimanche par les services de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bouira, où une personne est décédée et deux autres ont été blessées, suite à une collision entre deux véhicules légers, survenue sur l'autoroute est-ouest, commune de Bouderbala.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie **Eco**

Lundi 10 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

COUR D'ALGER

Annulation de la peine de 3 ans de prison ferme prononcée à l'encontre de Abdelhamid Melzi

La chambre pénale près la Cour d'Alger a décidé, ce dimanche, d'annuler la peine de 3 ans de prison ferme prononcée à l'encontre de l'ex-directeur de la résidence d'Etat "Sahel", Abdelhamid Melzi, condamné en décembre dernier par le tribunal correctionnel de première instance de Dar El-Beïda.

La même juridiction a prononcé la nullité des procédures de poursuite contre M. Melzi, poursuivi pour importation de marchandise avec surfacturation pour transférer des fonds vers l'étranger en sa qualité de représentant et de Président-directeur général de l'Entreprise de gestion touristique EGT-Sahel.

La chambre pénale près la Cour d'Alger a, en revanche, condamné dans la même affaire la Société d'investissement hôtelier (SIH) à une amende d'une valeur de 645 millions de DA.

Quant à l'action civile, la même instance a déclaré irrecevable la constitution du Trésor public partie civile.

VOITURES ÉLECTRONIQUES

Tesla veut implanter une deuxième usine de batteries en Chine

Cette unité, située comme la première à Shanghai, aura une capacité initiale de 10.000 batteries par an et devrait commencer à produire «au deuxième trimestre de 2024», selon l'agence de presse Xinhua.

Le constructeur américain de voitures électriques Tesla va implanter une deuxième usine en Chine, également à Shanghai, pour fabriquer ses batteries Megapack, a rapporté dimanche l'agence de presse Xinhua. L'usine aura une capacité initiale de 10.000 batteries Megapack par an et devrait commencer à produire «au deuxième trimestre de 2024», selon cette source. Ce sera la deuxième de Tesla à Shanghai, après l'ouverture d'un vaste site en 2019.

Les mégapacks de Tesla, destinés à stocker l'énergie et stabiliser l'alimentation des réseaux électriques, revendent de pouvoir emmagasiner chacune plus de 3 mégawattheures. L'annonce intervient dans la foulée de la présentation aux investisseurs par Elon Musk, fondateur de Tesla, d'un ambitieux mais vague plan de croissance. Il avait confirmé début mars la construction au Mexique d'une autre usine, pour l'assemblage de véhicules, près de Monterrey. Tesla est au zénith, après des années de pertes, grâce à une succession impressionnante de bénéfices records, dopés par l'ouverture d'usines et la montée en puissance de sa production. Le groupe américain joue aussi le rôle de principal catalyseur de la ré-

volution en cours dans l'automobile, la plupart des efforts d'innovation des constructeurs passant du moteur à combustion interne à l'électrique.

Malgré ce succès, Elon Musk n'a pas atteint certains de ses objectifs très ambitieux. Le prix d'entrée de gamme de sa voiture la moins chère, 43.000 dollars pour la Model 3, aux États-Unis, s'est révélé trop élevé pour de nombreux Américains, malgré sa vocation à séduire un très large marché. Elon Musk est aussi en retard sur son agenda de commercialisation d'un véhicule entièrement autonome, la technologie d'aide à la conduite développée par Tesla ayant stimulé les enquêtes des autorités de régulation américaines.

SELON LA MINISTRE SUISSE DES FINANCES

La fusion Credit Suisse-UBS a probablement sauvé l'économie helvétique

La ministre suisse des Finances a estimé que le gouvernement avait agi dans le meilleur intérêt du pays en organisant rapidement la prise de contrôle de la deuxième plus grande banque de Suisse par UBS, sa principale rivale dans le pays.

La ministre suisse des Finances a déclaré que l'économie suisse se serait probablement effondrée si le Credit Suisse avait fait faillite, dans une interview publiée par le quotidien Le Temps. Karin Keller-Sutter a estimé que le gouvernement avait agi dans le meilleur intérêt du pays en organisant rapidement la prise de contrôle de la deuxième plus grande banque de Suisse par UBS, sa principale rivale dans le pays.

À la suite des craintes d'une crise bancaire mondiale le mois dernier, la confiance des investisseurs dans le Credit Suisse s'est effondrée le 15 mars, le gouvernement ayant alors orchestré une prise de contrôle le week-end précédant la réouverture des marchés le 20 mars. Quelque 109 milliards de francs suisses (120 milliards de dollars) ont été mis sur la table, entre les garanties gouvernementales et les liquidités mises à disposition par la

banque centrale suisse.

«Étant donné les circonstances, nous avons agi au mieux pour minimiser le fardeau pour l'État et les contribuables», a souligné Karin Keller-Sutter. «Il ne faut pas oublier que sans une intervention déterminée des autorités, l'alternative aurait été une faillite de Credit Suisse le lundi matin, accompagnée d'un probable effondrement de l'économie suisse», a-t-elle fait valoir. «Pourquoi ? Parce qu'au fil des ans a régné une culture qui semble avoir créé de mauvaises incitations. Parce qu'il y a eu beaucoup de scandales», a estimé la ministre.

Comme UBS, le Credit Suisse figure parmi les 30 banques dans le monde jugées d'importance mondiale pour le système bancaire international et donc trop grandes pour faire faillite. Mais ces dernières années, il s'est retrouvé englué dans une série de scandales et lors de l'effondrement de trois banques régionales américaines en mars, il est apparu comme le maillon faible de la finance mondiale.

Les pourparlers pour sa prise de contrôle par UBS ont été menés à la hâte au ministère des

Finances, tenu par Karin Keller-Sutter à Berne et l'accord de 3.25 milliards de dollars a été annoncé dans la soirée du 19 mars. Quant à savoir si des cadres seraient traduits en justice, la ministre a répondu : «c'est difficile et complexe». Elle a estimé que la priorité du gouvernement était d'achever la fusion. UBS avait indiqué mercredi qu'il devrait boucler la prise de contrôle dans les prochains mois.

La ministre des Finances a répondu au journal qu'il était trop tôt pour parler de la structure future d'UBS, qui deviendra une mégabanque avec quelque 5000 milliards de dollars d'actifs investis. Karin Keller-Sutter a précisé que le gouvernement devrait analyser ce qui s'est passé dans son intégralité, puis adapter la réglementation sur les banques considérées comme trop grandes pour faire faillite. «N'oublions pas que nous avons été confrontés à une crise de confiance et comme je l'ai dit le 19 mars, la confiance ne peut pas être réglementée», a dit la ministre.

R I.

R N